8e Année. N° 141. — 10 Décembre 1932. Prix : 2 frs.

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO :

Action et Organisation

par R. HAGNAUER

L'ancien et le nouveau « faubourg »

par J. de GROOTE

La 26me année de la guerre du Maroc

par J. PERA

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)
54, rue du Château-d'eau — PARIS (10e)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGÉRIE, COLONIES
Trois mois.... 10 fr.
Six mois.... 20 fr. Un an..... 40 fr.

EXTÉRIEUR
Trois mois.... 13 fr.
Six mois.... 26 fr. Un an..... 50 fr.

Adresser la correspondance relative à la rédaction à R. LOUZON, quartier du Calvaire, Vence (Alpes-Maritimes).

Adresser la correspondance relative à l'administration à BARAT, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e).

(Utiliser pour les envois de fonds notre compte de chèques postaux : « Révolution Prolétarienne » 734-99 Paris.)

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C.G.T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la **Ligue Syndicaliste,** à son secrétaire : Maurice CHAMBELLAND, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-Xe.

SOMMAIRE :

LES FAITS DE LA QUINZAINE

C'est pas juste, na ! — Et puis, c'est pas possible ! — Comment, chez M. Renaudel, on écrit l'histoire ..... **R. L.**

12 NOVEMBRE

ACTION ET ORGANISATION.. **R. Hagnauer**

L'ANCIEN ET LE NOUVEAU « FAUBOURG » ..... **J. de Groote**

« SOLDATS DE LA RÉVOLUTION »

UNE CHANSON DES OUVRIERS DE REIMS EN 1848

LA 26e ANNÉE DE LA GUERRE DU MAROC ..... **J. P.**

PARMI NOS LETTRES

Il n'y a pas eu « peur des coups ». — Après la tuerie. — Le parti communiste allemand et les syndicats. — L'augmentation de la productivité et les crises.

POUR LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME.

Un voyage de cheminots en Allemagne ..... **R. Bertholet**
L'action directe contre la paperasserie.
A cache-cache ..... **B. Giauffret**
En passant.

A TRAVERS LES REVUES.

Europe. — Primaires ..... **B. Giauffret**

A TRAVERS LES LIVRES

La fin du capitalisme ..... **J. P.**

FAITS ET DOCUMENTS

Les conflits hindous-musulmans voulus par l'Angleterre.

ENTRE NOUS.

La police d'Alger contre les « amis de la R. P. ». — Notre concours des départements. — Souscriptions. — Abonnements de soutien.

LES FAITS DE LA QUINZAINE

C'est pas juste na !

Cette bourgeoisie est vraiment admirable ! Quand son porte-monnaie est en jeu, elle pousse le mensonge à un degré qui frise l'inconscience.

Ne la voila-t-il pas qui ose prétendre, en France et en Angleterre, qu'il n'est pas « juste » qu'elle paie ses dettes à l'Amérique !

Sans blague !

Pour mener leur guerre contre l'Allemagne, les états français et anglais ont, pendant 4 ans, emprunté partout des sommes considérables ; ce n'est que grâce à ces emprunts qu'ils ont pu tenir le coup, et maintenant qu'il les leur faut rembourser, ils disent : « c'est pas juste ! »

Le plus beau c'est qu'ils n'ont pas emprunté qu'à l'étranger, ils ont emprunté aussi dans leurs propres pays ; or, pour ces dettes de guerre contractées auprès de leurs nationaux — qui avaient tout de même (je parle pour les bourgeois) un intérêt plus direct que les américains à l'issue de la guerre — ils ne tiennent pas du tout le même langage, ils ne parlent absolument pas de les répudier ; tout au contraire, ils en paient depuis le premier jour, fort régulièrement les intérêts.

Sinon en toute justice, tout au moins en équité, tout ce que l'Etat français pourrait dire aux américains serait ceci : aux français qui m'ont apporté leur argent pendant la guerre en souscrivant à mes emprunts, je ne donne plus, du fait de la dévalorisation que j'ai fait subir à ma monnaie, que le cinquième de ce que je m'étais engagé à leur donner, eh bien ! acceptez que je vous traite sur le même pied, que je ne vous donne que le cinquième de ce qui avait été convenu au moment de mes emprunts chez vous.

Une telle requête aurait une base. Mais ce n'est nullement celle que présentent nos « honnêtes » bourgeois. Ils ne veulent pas de l'égalité de traitement entre eux et le créancier américain : pour eux, le minimum de réduction, pour les américains, annulation totale.

Et puis, c'est pas possible !

Dans ce concert unanime et savamment orchestré qui s'est déclanché à propos du paiement des dettes, les « savants » de la bande ont ajouté un autre « argument » : le « transfert des capitaux » que le paiement des dettes nécessiterait, amènerait une catastrophe économique !

Diable ! en vertu de quoi ?

Toute l'économie moderne a comme base une montagne de dettes ; la classe capitaliste est constituée par une multitude de gens qui se doivent mutuellement de l'argent ; il y a un chassé-croisé d'argent formidable et ininterrompu entre ceux qui prêtent et ceux qui vont devoir, entre ceux qui doivent et ceux qui ont prêté, et on n'a jamais appris jusqu'à aujourd'hui que ces « transferts de capitaux » qui n'ont cessé de s'accroître à une allure vertigineuse depuis 150 ans, se soient jamais heurtés à aucune difficulté sérieuse. Pourquoi ce qui est vrai pour les dettes privées, dont le chiffre global est, au total, infiniment plus élevé que celui des dettes de guerre, ne serait-il pas également vrai pour celles-ci ?

Aujourd'hui, qu'est-ce qui se passera, si la France paie ses dettes à l'Amérique ? La France économise encore chaque année un certain nombre de milliards dont elle ne trouve pas emploi en France, et qu'en conséquence elle place à l'étranger, en Europe centrale et orientale notamment ; si elle paie l'Amérique, une part de cet argent ira en Amérique au lieu d'aller aux Balkans, mais le premier voyage n'est pas plus difficile que l'autre.

Seulement, évidemment, tandis que s'ils allaient aux Balkans, ces capitaux seraient « prêtés » et, en conséquence rapporteraient intérêt, allant en Amérique, en remboursement de sommes prêtées, ils ne rapporteront rien : la voilà la « catastrophe ». Car pour tous nos père Grandet, y a-t-il pire catastrophe que d'être obligé de lâcher un sou sans que ça vous rapporte ?

Comment, chez M. Renaudel, on écrit l'histoire

C'était à prévoir. Renaudel et ses amis prennent prétexte de la fusillade de Genève pour tenter de justifier le vote immonde par lequel ils contribuèrent à instituer la garde mobile, armée de guerre civile de notre bourgeoisie.

Dans la Vie Socialiste *ils osent mettre la fusillade sur le compte de la « nervosité » des soldats qui, à la différence des gardes mobiles, n'ont pas « acquis l'expérience des conflits sociaux ».*

Mensonge ! La fusillade n'a nullement été le fait de jeunes soldats énervés tirant par manque de sang-froid : elle a eu lieu sur ordre.

Lorsque les soldats étaient dans la foule, lorsque, livrés à eux-mêmes, on aurait pu mettre à juste titre sur leur manque de sang-froid, leurs actes de violence, ils n'en ont commis aucun : *pas le moindre coup de feu n'a alors été tiré.*

Les officiers, *dit dès le lendemain*, Travail, *le quotidien socialiste de Genève*, firent pénétrer leurs hommes dans la masse énorme tassée au boulevard du Pont-d'Arve et à la rue de Carouge. Bientôt isolés, ces hommes ne purent rien faire, sinon — pour quelques-uns — se laisser désarmer très pacifiquement. Quelques fusils et fusils-mitrailleurs furent ainsi mis à mal et brisés sur les trottoirs. Les hommes désarmés furent recueillis fraternellement par la foule, qui en a assez de constater à quoi servent toujours les fusils — contre les peuples pacifiques dans les guerres nationales et contre les travailleurs dans le régime de lutte de classe que nous vaut le capitalisme.

Le bris de quelques fusils et la fraternisation avec les soldats mirent de bonne humeur les manifestants. Les bravos crépitaient à chaque nouvelle crosse en l'air. L'ordre de retraite ayant été donné, on accompagna les soldats, qui paraissaient en avoir « marre », jusque devant le Palais des expositions.

Et c'est alors, alors seulement, quand les soldats n'avaient plus rien à craindre de la foule, dont ils étaient maintenant séparés, que, repris en mains par leurs officiers, et sur l'ordre formel de ceux-ci, ils tirèrent.

Les soldats furent rassemblés sur le trottoir du palais par leur officier et la foule se retira alors de quelques pas, assurée que tout était liquidé. Ces quelques pas n'étaient pas franchis par les citoyens que l'on commanda le maniement d'armes; les fusils se braquèrent. Un second commandement retentit derrière la Ire compagnie, qui s'écarta légèrement au centre. Un coup de clairon, puis l'abominable fusillade, à deux secondes à peine. (*Travail* du 12 nov.).

Maniement d'armes, coup de clairon, puis feu. Rien là-dedans de spontané ; tir sur ordre.

Ceux qui donnèrent l'ordre sont d'ailleurs parfaitement connus : ce sont le major Perret et le lieutenant Burnat, qui, dès le lendemain, s'en glorifièrent dans une interview donnée à la Tribune, *le quotidien bourgeois de « gauche » de Genève.*

Ainsi donc, nulle nervosité dans la troupe, nul manque de sang-froid, mais... la peur de désobéir.

Or est-ce que M. Renaudel oserait prétendre que ses gardes mobiles sauraient mieux désobéir ?

*Le journal de M. Renaudel prend soin d'ailleurs d'oublier de signaler ce qui s'est passé après la fusillade. Lorsque trois jours après, lors de l'enterrement des victimes, les soldats génevois enrôlés durent prêter serment, ce fut au milieu des sifflets et des huées que se passa la cérémonie, puis, au cantonnement, fut chantée l'*Internationale *tandis que les vitres volaient en éclat.*

Il y a une autre chose aussi, M. Renaudel, que vous avez oublié de rappeler à vos lecteurs ; mais peut-être d'ailleurs l'avez-vous vous-même oublié, car des cadavres d'ouvriers pèsent peu sans doute dans votre mémoire ? Vous osez déclarer que la garde mobile serait « moins susceptible de se livrer aux mêmes actes qu'à Genève ». Et le Havre, M. Renaudel ? Le Havre où quatre grévistes furent tués par les gardes mobiles, vos *gardes mobiles, en guise de joyeux avènement.*

Que des soldats non mercenaires puissent, eux aussi, tirer sur le peuple, c'est bien évident ! depuis Fourmies, l'histoire est là pour le montrer. Le degré de conscience de l'ouvrier-soldat est en effet fonction du degré de conscience de l'ouvrier tout court. Tant que la classe ouvrière n'a point acquis une conscience suffisante de sa solidarité de classe, tant qu'elle n'est point arrivée à la conviction qu'aucun devoir ne saurait prévaloir sur celui de cette solidarité, il se trouve des ouvriers sous l'uniforme qui n'osent point ne pas fusiller leurs frères, — tout comme il s'en trouve, en civil, pour faire les jaunes. Mais ce qui est, c'est que, au fur et à mesure que la conscience de son devoir de classe grandit dans la classe ouvrière, cet accroissement de la conscience se manifeste aussi chez le soldat non mercenaire.

Tout comme les événements militaires qui ont marqué la grève du Borinage, les événements de Genève eux-mêmes, — par la manière dont les soldats se sont pacifiquement laissés désarmer, tant qu'ils n'ont pas été sous l'ordre direct de leurs officiers, par la manière dont s'est passé l'assermentement des bataillons génevois — montrent que le moment où cette conscience deviendra incoercible, n'est plus éloigné.

R. L.

12 Novembre

Lors de l'assermentation des troupes genevoises à la caserne de Plainpalais, le colonel Léderrey se crut obligé de prendre la parole. Il fit devant les 4.000 hommes des bataillons 103, 7, 10 et 13, un discours qui tourna très vite en une plaidoirie.

Il fit le récit de la fusillade et des événements de mercredi qui provoqua les plus vives protestations. Des parents des victimes crièrent « assassin », d'autres soldats : « salaud ». Quand l'officier répliqua : « Je suis là, tirez-moi dessus », une voix répondit : « Je n'ai pas de balle ».

Les officiers genevois, consternés par ce discours et par les manifestations qu'il provoquait, tentèrent de calmer les soldats en leur disant : « Des maladresses se commettent, mais ne criez pas ainsi ! »

A plusieurs reprises de la plaidoirie du colonel Léderrey, les sifflets et les huées partirent de la masse des rangs.

...Au moment de l'assermentation, de très nombreux soldats refusèrent de lever la main.

...De la caserne, les bataillons furent conduits à leur cantonnement. Le bataillon 7 se trouvait au Palais des expositions. A peine installés, les soldats, qui commentaient les incidents de la caserne, chantèrent en chœur l'Internationale. Puis des vitres du palais volèrent en éclats.

La foule s'assembla alors à l'extérieur du palais.

Pressentant un danger, la police rassembla des renforts d'agents pour disperser les curieux qui prenaient fait et cause pour les soldats.

(*Le Travail*, 13 novembre 1932).

LA BATAILLE DES FONCTIONNAIRES

Action et Organisation

La bataille que mènent en ce moment les fonctionnaires et les employés des Services Publics est aussi passionnante, aussi riche d'enseignements, plus vaste peut-être quoique moins brutale que celles des cheminots en 1920, des métallurgistes en 1922, des mineurs et des textiles en ces derniers temps. Essayons d'en caractériser quelques aspects et quelques effets immédiats.

Les manifestations

D'abord constatons, avec quelque satisfaction, que nous en sommes au deuxième stade de la lutte. On ne se contente plus des meetings. On veut toucher directement l'opinion publique. A Paris, jusqu'ici, seuls les instituteurs confédérés, conduits par Delmas et Jacquemard, se sont rassemblés devant la Présidence du Conseil. Mais en province, des manifestants de toutes tendances ont conquis la rue, troublant la quiétude des préfets et sous-préfets, dont les télégrammes affolés tombent chaque semaine sur la table de Chautemps.

Le Congrès de la Fédération des Fonctionnaires ne s'est pas préoccupé seulement du sort « des camarades policiers ». Il a aussi indiqué des moyens de résistance allant du ralentissement du rendement à l'arrêt concerté du travail. C'est la première fois, je pense, qu'un congrès de fonctionnaires ose se déterminer unanimement pour la grève totale. Il a aussi — ce qui est encore plus significatif à nos yeux — proposé la transformation du Cartel des Services Publics (groupant les Fédérations des Fonctionnaires, des Cheminots, des Postiers, des Travailleurs de l'Etat, de l'Eclairage, etc...) en un organisme capable de décisions rapides et efficaces, en un véritable Comité de Salut Public, pour reprendre la formule employée.

Machiavélisme

Cependant le gouvernement mène son jeu avec un machiavélisme enfantin. Il épargne actuellement les cheminots, cependant que la presse officieuse, insistant sur le déficit des réseaux, prend nettement position pour une notable diminution de leurs salaires. Mais en même temps que les fonctionnaires d'Etat, il atteint tous les employés des collectivités publiques, donc des départements et des communes.

Il exonère de toute diminution les traitements des petits fonctionnaires, évidemment plus actifs. Mais il ampute toutes les indemnités de 10 ou 20 % — ce qui aura pour résultat de frapper plus lourdement les petits et moyens fonctionnaires parisiens que les gros fonctionnaires de province.

Politique de division !

Une nouvelle loi d'airain !

C'est le moment choisi par A. M., dans « Monde » (le journal du communiste Barbusse, du socialiste Monnet et du radical Bergery) pour oser écrire que le projet financier **«parait très libéral, voire hardi... qu'il émane d'un gouvernement sincèrement désireux de faire régner l'équité et la justice. »** Il ajoute cependant que tant que le capitalisme subsistera, il sera impossible de prendre l'argent là où il est : « La crise budgétaire ne pourra être résolue que par la socialisation ».

Autrement dit, on transpose en un langage convenant à une époque plate, la fière et noble devise — nécessaire, sinon juste en 1919 — de Raymond Lefebvre. Ce n'est plus LA RÉVOLUTION OU LA MORT ! mais LA SOCIALISATION OU LA PURÉE ! Une nouvelle loi d'airain, à l'usage des fonctionnaires — et aussi fausse, aussi contraire au marxisme que la première. Si elle était vérifiée par les faits, il ne resterait aux fonctionnaires et ouvriers, qu'à déserter leurs syndicats, qu'à rentrer chez eux se nourrir de pommes cuites à l'eau, jusqu'à ce que l'heure de la socialisation sonne au chronomètre marxiste de Mr A. M.

Mais les faits au contraire bousculent par deux côtés cette sotte et dangereuse géométrie sociale, déjà contredite par toute l'expérience du syndicalisme révolutionnaire.

Car l'action des fonctionnaires a déjà fait reculer le gouvernement. Celui-ci n'a pas osé toucher aux traitements en juillet, il a renoncé au taux uniforme de diminution, il a élevé de 10.000 à 12.000 le minimum épargné. Mérite-t-il pour cela les louanges de Mr A. M. ? « L'équité de l'Etat » (sic) comme de tout patron, n'est-elle pas uniquement fonction de l'énergie de ses salariés ?

Et d'autre part, nous ne cesserons pas de répéter que le problème budgétaire est accessoire.

Billiet soutient Herriot. Au Congrès radical, le président du Conseil se heurta à la réserve, sinon à l'hostilité de quelques parlementaires avisés, mais il fut salué, à la mode fasciste et hitlérienne, par les grands politiques pour tables d'hôte et Cafés du Commerce — qui composent son ordinaire clientèle. Manifestations symboliques ! La petite bourgeoisie a besoin de confiance, de comptabilité régulière. La grande bourgeoisie souhaite la consécration légale de la diminution des salaires, la stabilisation de tous les salaires et traitements au niveau le plus bas. L'un et l'autre veulent le désarmement des organisations de fonctionnaires. Celle-là, par conservatisme vulgaire et indigence d'esprit. Celle-ci, par volonté réactionnaire et intelligente prévoyance.

Politique sociale et non politique budgétaire.

D'abord, nous frapper, pas tous ensemble, pas tous également, pour nous disperser — puis nous frapper tous et tous lourdement, si nous subissons, sans résistance acharnée et décisive, le projet « libéral » (!), « hardi » (!!), « équitable » (!!!) du gouvernement Herriot.

Ensuite, A. M. pourra chercher les troupes à rassembler sous le drapeau — qui est le nôtre ! — de la socialisation. Il est vrai que sa dialectique suffira sans doute pour convaincre les possédants de la nécessité de disparaître !

Front unique ?

Mais la lutte des fonctionnaires pose devant nous, sous un jour nouveau peut-être, le vieux problème du Front Unique.

Ici, à la « R. P. », nous ne sommes guère gênés pour nous expliquer sur ce sujet. C'est contre les

dirigeants actuels de la C.G.T.U., contre Frossard (qui fort heureusement pour la corporation, n'est plus ni maître d'école, ni instituteur), que nous avons défendu cette tactique, en 1922. C'est, avec notre pauvre et grand Loriot, que nous avons subi les injures des aventuriers de la bolchevisation, pour avoir préconisé, en 1925, le « Front Unique honnête et loyal ». Mais il serait absurde de laisser croire que la situation n'a pas évolué depuis dix ans, et particulièrement depuis la motion d'unité de Japy. Si nous ne profitons pas des circonstances actuelles pour renouveler notre propagande en faveur de l'unité organique, si nous nous attardons à créer du provisoire qui durera... éternellement, nous allons contre les vrais intérêts de la classe ouvrière, nous laissons vivre cette théorie absurde, selon laquelle les réformistes et les révolutionnaires doivent être groupés séparément, quitte à se rencontrer provisoirement dans l'action.

L'Unité d'action pour préparer l'Unité organique (et pas en en rejetant l'éventualité dans un lointain avenir) — OUI, dans certaines conditions, sous certaines garanties.

L'Unité d'action, pour remplacer, même pour éviter l'Unité organique — NON !

Précisons encore notre pensée. Le Front Unique signifie-t-il qu'il y aura une direction unique de la bataille créée au-dessus des organisations confédérées ? On se heurterait à une impossibilité de fait, plus encore qu'à une opposition de doctrine. Il est déjà fort difficile de soumettre toutes les Fédérations syndicales intéressées à la discipline du Cartel confédéré des Services Publics. Obtiendrait-on de meilleurs résultats en sortant des cadres de la C.G.T. ? Nous nous permettons d'en douter.

Il reste l'organisation en commun de manifestations publiques. Elle est souhaitable, à la condition qu'elle respecte les directions syndicales.

Au cours d'un meeting organisé par notre section de la Seine des Instituteurs confédérés, Blaise demanda l'élection par l'assemblée d'un Comité d'action comprenant des confédérés, des unitaires, des professionnels et des inorganisés.

Nous lui proposâmes de renvoyer la question devant notre Conseil syndical, qui l'avait déjà étudiée, sans hostilité préconçue. Il s'y refusa et tenta en fin de séance, une petite manœuvre de division qui échoua lamentablement, mais qui fit perdre son caractère d'unité au meeting — convoqué pour protester contre notre nouveau régime des retraites — et diminua donc son efficacité (1)

De tels procédés provoquent naturellement des suspicions légitimes, et gênent la tâche des partisans sincères de l'unité d'action. Celle-ci n'est possible que sous certaines conditions, dont nous n'énumérons que les principales :

1° L'accord s'établira entre bureaux responsables. Il portera non seulement sur le but de la manifestation, mais sur l'esprit de toutes les interventions possibles, et sur la rédaction des communiqués de presse ;

2° L'accord n'aboutira pas à la création d'organismes permanents se substituant aux syndicats réguliers ;

3° L'accord exclura toute critique à l'égard des directions syndicales, fédérales et confédérales, et ne pourra être exploité dans un but de polémique.

On s'étonnera peut-être de notre prudence, c'est que nous prévoyons pour l'avenir des combats plus rudes que ceux d'aujourd'hui. Il est donc indispensable que nous songions en même temps à cette double nécessité : agir efficacement ; renforcer nos syndicats.

La « R. P. », jusqu'ici, au-dessus de la diversité des opinions de ses rédacteurs, leur imposait cette doctrine commune. Elle perdrait sa raison d'être si elle donnait quelque publicité à l'idée folle de destruction des syndicats. Qu'elle laisse cette besogne aux amateurs de formules neuves et de sensations rares ! L'action **par** l'organisation syndicale, **pour** l'organisation syndicale. C'est sur cette affirmation simple, impliquant des devoirs multiples, que notre petit groupe s'est tenu pendant huit ans, et c'est pour cela qu'il a toujours représenté, devant la passivité des uns, au milieu de la dangereuse agitation des autres, une force d'unité et une volonté de redressement !

Roger HAGNAUER.

P.S. — Je termine cet article le 28 novembre. Trois faits ce matin attirent notre attention :

1° Une heureuse réalisation. Les syndicats confédérés des Travailleurs municipaux de Paris (unitaire et confédéré) organisent en commun un meeting, pour le mercredi 30 novembre ;

2° Une initiative dangereuse : le Cartel Unitaire des Services Publics invite ses syndicats à *constituer des comités d'unité d'action à la base*, avec unitaires, confédérés, jaunes et *inorganisés* (!) ;

3° Un grand espoir : la *Fédération confédérée des Fonctionnaires* a présenté de nouvelles propositions d'unité à la *Fédération autonome :*

Avant l'unité organique et pour la préparer par l'unité d'action, la Fédération autonome enverrait deux délégués au bureau confédéré ; la Fédération confédérée enverrait sept délégués à la Commission administrative autonome.

La Fédération autonome a répondu qu'elle désirait que le Cartel confédérés fit des propositions analogues au Cartel unitaire.

Attendons !...

2 DÉCEMBRE 1932.

Les évènements vont si vite qu'un article n'est pas fini d'écrire qu'il a déjà vieilli.

J'ajoute au mien, quelques informations sur lesquelles il conviendra de revenir.

1° Actuellement nous avons le ferme espoir de réaliser à Paris une manifestation de tous les universitaires de toutes tendances. Au cours des premiers échanges de vues, nos camarades du syndicat unitaire ont fait preuve d'un grand esprit de tolérance, et ont abandonné toutes celles de leurs précédentes propositions, que nous ne pouvions pas accepter. Nous nous en félicitons cordialement, sans aucune arrière-pensée.

2° Le meeting organisé en commun par le syndicat confédéré et le syndicat unitaire des municipaux a parfaitement réussi.

3° La Fédération autonome des Fonctionnaires a repoussé les propositions de la Fédération confédérée. Celle-ci porte donc actuellement le drapeau de l'unité. Qu'elle continue dans la même voie ! Elle gagnera la confiance de tous les syndicalistes, sincèrement partisans du rassemblement de tous les fonctionnaires dans la même organisation.

R. H.

(1) Organisée en 2 jours, le meeting groupa une foule assez rare dans notre corporation : près de 2.000 participants. *L'Humanité*, le lendemain, annonça 500. C'était nuire au succès de la manifestation, c'était fournir des armes aux ennemis de la corporation. Une fois de plus, la secte contre la classe.

LES TRANSFORMATIONS D'UNE INDUSTRIE PARISIENNE

L'Ancien et le Nouveau "Faubourg"

Bien rare si, en repliant votre journal, vos yeux ne se portent pas machinalement sur la page d'annonces. Vous y retrouvez d'une façon invariable les mêmes placards publicitaires. Leurs formules vous sont à ce point familières que vous les lisez sans les voir, elles sont gravées dans votre mémoire sans que vous ayez jamais fait effort pour les y incruster. C'est là tout le secret de la publicité.

Le commerce moderne ne saurait se passer de la publicité. C'est une science, un art : l'art de vanter, d'exagérer et, le plus souvent, de bluffer.

Parmi les bluffeurs qui se glissent subrepticement et quotidiennement dans une de vos cellules cérébrales, le marchand de meubles occupe une place privilégiée... ne vous en défendez pas !

Vous l'avez remarqué parce qu'il a une spécialité : la spécialité de la vente directe « du producteur au consommateur ».

Son cliché ne change jamais. Premier plan : ses meubles « tous genres, tous styles » ; deuxième plan: une perspective de machines, d'établis : la perspective, c'est « nos ateliers ».

Eh bien ! n'en croyez pas un mot... ce n'est pas vrai ! Il n'est pas plus fabricant, que votre boucher n'est éleveur.

A de rares exceptions près, le marchand de meubles n'a pas d'ateliers. Ce qu'il vous vante ne lui appartient souvent même pas, il ne l'a qu'en dépôt, et ça se fabrique, parfois très loin de chez lui : dans le « faubourg ».

Qu'est-ce que le "faubourg"?

Le « faubourg »... qu'est-ce que c'est que ça ? Topographiquement, c'est un vieux quartier parisien, techniquement, c'est une usine.

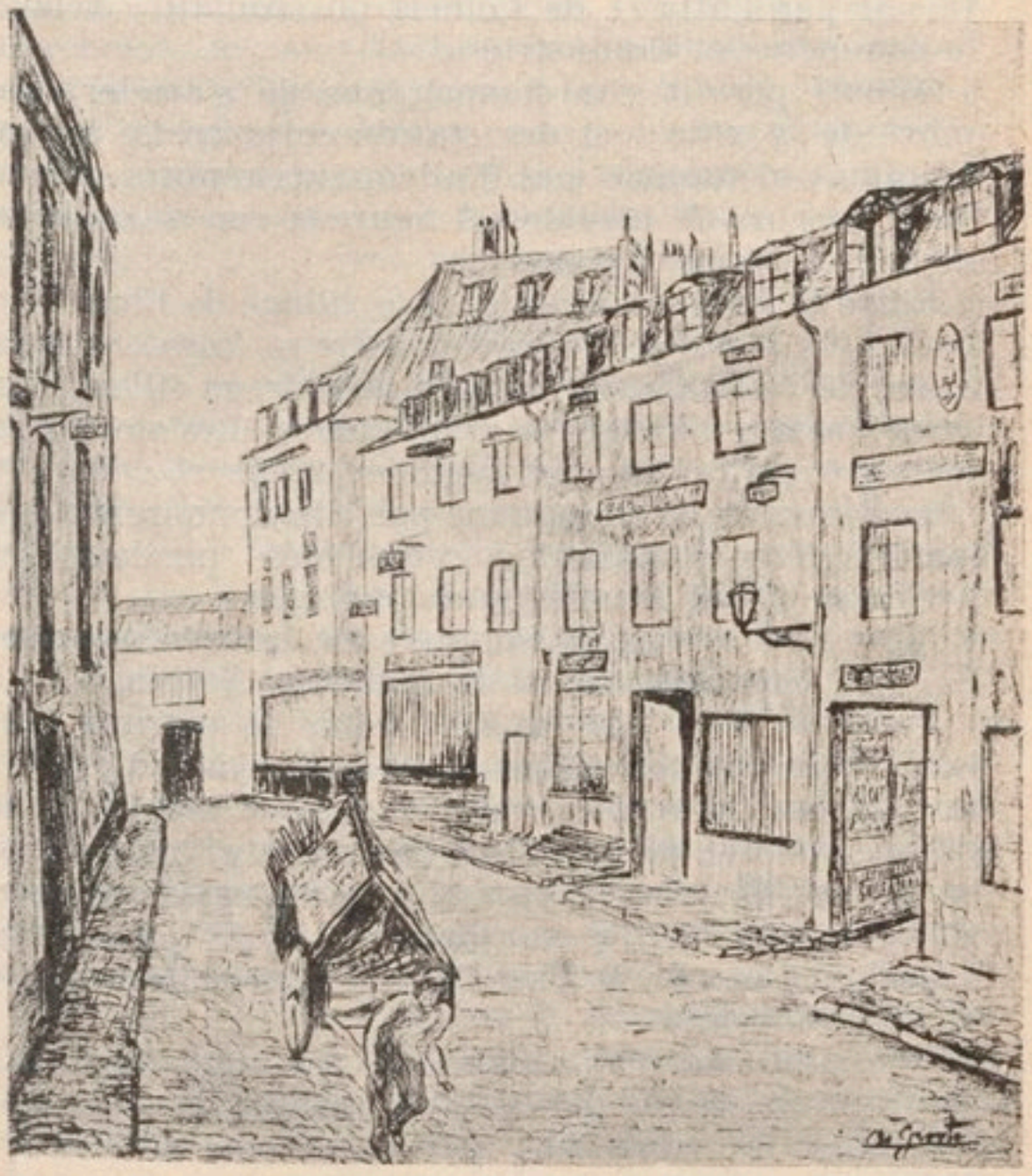
Une usine originale, gigantesque, avec des milliers de sous-usines grandes comme des échoppes, des milliers de patrons, de sous-patrons.

Ça va de la Bastille au Trône, du Trône à la Roquette. C'est vieux comme Hérode, ça date de Colbert.

Ça sent la bonne odeur du bois. Ça fleure agréablement le vernis. Ça pue la colle.

C'est fait de cours, de passages, de ruelles bariolées, d'enseignes aux noms en « ack », en « itch », en « ker » ; industrie parisienne, exclusivement parisienne !

Eh ! oui. Et nul au monde ne l'ignore. Au roitelet du tropique, au milliardaire de Chicago, au moindre « paysan du Danube », le faubourg a vendu quelque chose, un bahut, un siège, quand ce n'est un ameublement complet.



Un coin du faubourg

Chaumières, palais, églises, musées ont toujours du « faubourg » dans leurs murs.

En un mot c'est un centre, unique, mondial. Le plus ancien et le plus important de la fabrication du meuble.

Les origines

A la réflexion, on se demande pourquoi il est là, localisé, enraciné dans ce coin de Paris ? Pourquoi il présente cette originalité archaïque, moyennageuse ?

Un peu d'histoire des métiers, et nous apprendrons qu'au XVII e siècle un compagnon « huchier » (1) avait les poings liés, les jambes entravées, le cerveau comprimé par les lois rigoureuses de sa corporation. Qu'à moins d'avoir la chance que son patron ne casse sa pipe et qu'il plaise à sa veuve, ou bien encore qu'il n'ait « tapé dans l'œil » à la fille de la maison, il était condamné à rester l'éternel compagnon qui riffle, qui colle, qui visse, du lever au cou-

(1) La « huche », sorte de grand coffre en bois, était à peu près la seule armoire d'alors.

cher du soleil, du 1er janvier à la Saint-Sylvestre, de l'adolescence à la tombe, jours de processions exceptés.

Et cependant on faisait déjà plus que des huches. La mode des bahuts, des penderies et des petites « tables pour se poudrer » était en vogue, non seulement chez les princes mais aussi chez les marchands, chez les bourgeois.

La population croissait ; il y avait de plus en plus de marchands, de plus en plus de bourgeois. Il fallait donc de plus en plus de bahuts, mais la corporation voulait de moins en moins de « maîtres », ce qui ne faisait pas l'affaire de Colbert qui voulait « relever le commerce et l'industrie ».

Colbert permit aux compagnons de s'évader des murs de la ville... et des statuts corporatifs. Il leur adjoignit même pas mal d'allemands réputés comme bons faiseurs de meubles et heureux eux aussi de se libérer de leurs chaînes.

Entre la porte St-Antoine et le village de Charonne, bourgeois et nobles de second ordre se faisaient construire des villas, des couvents pour leurs filles. Lieu de débouchés : cause et conséquence. Les nouveaux artisans y vinrent pour meubler villas et couvents.

La demande ne manquant pas, ils donnèrent libre cours à leur imagination comprimée pendant des siècles et firent la renommée du coin.

Ils y sont restés, prisonniers de cette renommée. Et voici comment naquit le faubourg Antoine.

Pourquoi est-il encore là ? Nous le verrons plus loin. Pour l'instant remarquons qu'il a à son origine un courant de révolte, un mouvement libéral, et le grand ministre du grand roi ne se doutait certes pas, en faisant un croc en jamble à l'économie existante, au vieux monde des corporations, qu'il plaçait là, à quelques pas de la Bastille, une sentinelle avancée de la Révolution.

Ou plutôt des révolutions. Ce monde d'artisans avait un mode de production libéral, il entendait l'étendre, le consolider, par un mode d'existence publique, politique, correspondant.

Tant qu'il ne l'a pas eu, il a fait des révolutions.

De la prise de la Bastille au "Triomphe de la République"

A vous, Bourgeois. Vous fûtes de tous temps les plus habiles, les plus intrépides des révolutionnaires. C'est vous-mêmes, vous seuls, oui, qui avez posé les principes, jeté les fondements de la Révolution. Rien de ce qui a été tenté contre vous, sans vous, n'a eu vie; rien de ce que vous avez entrepris n'a manqué.

P.-J. PROUDHON.

Durant un siècle, quand un lieutenant de police avait à prendre la température de Paris, il auscultait le faubourg. Les émeutes y éclataient comme des coups de foudre. On fondait du plomb dans les sorbonnes (2), on forgeait des piques.

On y a réclamé la tête de Capet et le suffrage universel. On les a obtenus et, en fait ça a commencé ici et fini là.

Ça a commencé par une grève, « qui fut une savante provocation » (Jaurès dixit). Pour apprendre à vivre à ses compagnons, le fabricant de papier peint Réveillon estime tout d'un coup qu'une quinzaine d'heures de travail doit permettre d'acheter une livre de pain. Les ouvriers protestent ; il leur montre la rue. Ils y descendent et les Suisses leur cassent les reins. Réveillon est une huile du Tiers-Etat. Le massacre de ses grévistes le révolte et il leur offre la revanche en les emmenant foutre la Bastilie par terre !

Et le faubourg devient la réserve, la division spéciale pour les coups durs. Il donne « aux sucres », au « maximum », pour la ballade de Versailles, pour la ruée aux Tuileries.

On y troque la varlope contre une pique, avec une promptitude, un désintéressement remarquables. Et Fouché qui ne l'ignore point chante les vertus de la varlope. Le faubourg est l'enfant chéri de l'Empire qui le comble de commandes.

L'accalmie n'a que peu de durée. Le coup de Réveillon recommence en 1830 : lock-out général ! Les maîtres donnent à plein, les compagnons qui crèvent de faim en font autant.

« Quarante-huit » termine le « gros œuvre », comme on dit dans le Bâtiment. Le fignolage se fera après.

Trois bronzes symboliques jalonnent dans le temps et dans l'espace, cette épopée.

Solidement plantée sur les contrescarpes de la Bastille, et paraît-il, sur un socle de tibias et de crânes, la colonne de Juillet atteste qu'en ce carrefour on a sacrifié à la déesse : LIBERTÉ !

A quelques centaines de mètres, Baudin, qui voulut répondre sans doute à la gouaille de quelque anarcho-syndicaliste, atteste que la balle du tyran ne se détourne pas plus d'une écharpe de député que d'une blouse de faubourien : ÉGALITÉ !

En haut du faubourg, à la fin, le « Triomphe » de Dalou atteste de la concorde entre les citoyens : FRATERNITÉ !

Et voilà l'histoire du faubourg !

Le faubourg des romantiques, de la bourgeoisie révolutionnaire, du libéralisme économique !

C'est l'histoire d'une classe qui doit et qui va se servir de la démocratie pour s'affirmer et dominer, d'une classe d'artisans, de boutiquiers, d'individualistes-nés.

C'est l'histoire de la République... de leur République, et en vérité rien n'est plus typique, plus parfaitement édifiant, plus instructif, que d'assister à l'agonie de l'artisanat.

Car ce faubourg là, le faubourg des artisans, n'est pas encore mort. Il lutte avec l'énergie du désespoir contre l'implacable trinité : urbanisme, machine, capital. Il ne cédera pas aux démolisseurs : il succombera.

Son successeur, le nouveau faubourg, est déjà né. Au delà du Trône. Il a franchi les fortifications, escaladé les buttes de Bagnolet et de Montreuil, et se prélasse maintenant jusqu'aux rives verdoyantes de la Marne.

Donc deux faubourgs : l'ancien et le nouveau, comme les testaments.

L'ancien c'est le vrai. Il a un passé, une originalité. Avant qu'il n'entre définitivement dans le domaine de l'histoire, regardons-le tel qu'il est encore.

(2) Les sorbonnes sont des cheminées avec de vastes hottes où l'on fait sécher les bois et chauffer la colle.

Le vieux faubourg

La révolution industrielle du milieu du XIX ème siècle a créé la fabrique en concentrant, autant que possible, la production, aux sources de matière première.

Le faubourg a passé à travers sans broncher. Les capitaines d'industrie de 1850 n'ont pas mordu sur lui et il est resté jusqu'à la guerre — la dernière en date — ce qu'il était à peu près, il y a un siècle.

Les raisons ? Il y en a deux en apparence, il n'y en a qu'une au fond : l'individualisme. L'individualisme si particulier au Français, héritage de la grande Révolution qui a développé chez lui le goût de propriété, par le morcellement.

La matière première, le bois, appartient à tant de propriétaires qu'il n'a pas été possible, et ça ne l'est pas encore, tout au moins pour les bois du pays, de le truster. Multiplicité et faibles dimensions des sources de matière ; par voie de conséquence : multiplicité et petits moyens des transformateurs.

Le meuble s'est refusé longtemps à se laisser mécaniser. Il entrait dans l'esprit de famille, dans l'intimité, dans la tradition. On consentait, on se soumettait, le plus souvent par crainte du ridicule, aux exigences de la mode vestimentaire et pour n'importe quelle vogue, mais on achetait des meubles pour la vie, et l'on choisissait.

Les vogues du meuble, les styles si l'on préfère, ne sont pas tellement nombreux et le fabricant pour satisfaire aux goûts si particuliers de la clientèle n'avait et n'a encore en réalité d'autres ressources que de modifier l'habillage artistique du meuble, exagérer ou alléger la sculpture, ou les colonnes tournées, ou la marqueterie. En fait, sa recherche d'originalité s'arrête là. La ligne des meubles reste la même.

Le marché étant relativement restreint, le fabricant ne pouvait dans ces conditions se lancer dans la grande série, au sens le plus large du mot.

C'est là tout le secret de la survivance du faubourg des artisans, de leurs coutumes de travail, de leurs traditions.

Le marchand de meubles

Elles ne se sont guère modifiées que dans un sens : c'est qu'il s'est glissé un intermédiaire entre l'artisan et l'acheteur : le marchand de meubles. L'évènement est, certes, d'importance, et ne s'est pas passé sans douleur.

Il a eu une influence considérable sur le meuble, sur sa fabrication, son caractère, sa solidité, sa valeur marchande et sa valeur tout court.

L'artisan de 1830 sortait son meuble, bien à lui, conçu de sa seule initiative, seulement orienté par la préférence du client avec lequel il traitait directement. Clientèle par connaissance, suivie. Confiance, poignées de mains et... chopines chez le troquet.

Le marchand de meubles est venu avec ses bons de commande, ses ordres, ses délais de livraison, ses traites... à renouveler.

Chambardement ! L'ébéno a regimbé contre l'intrus. Le client fasciné par le beau magasin du marchand, alléché par les « facilités de paiement » ne venait plus à son atelier. Il est allé à lui. Dans la rue. Il a « trôlé ».

Qu'est-ce que c'est que ça ? La « trôle » était un marché en pleins vents. Tous les samedis, l'artisan louait une voiture à bras chez le bougnat, embarquait le travail de sa semaine et s'installait n'importe où, en plein faubourg, et vendait... ou ne vendait pas. Alors, invariablement, sur le coup de sept ou huit heures du soir, un amateur arrivait, pouilleux, crasseux, nez en bec de corbin... vous le connaissez ?

« J'y donne zingante francs dé ta jambre en bichbin. » — « Cent ! » — « Zingante zinc, fient lifrer, j'y paie tout de zouite. »

Ça a duré des années. Puis, un beau jour, les marchands se sont fâchés, Le syndicat des ébénos aussi — les cinquante francs la chambre laissent à penser de ce qui restait pour la paie du compagnon ! Le flic a fait circuler et l'artisan n'a plus reçu que ses bons de commande de « demi Louis XV », de « Louis XVI moderne », « faux noyer », « genre acajou »...

La spécialité

Ses bons de commandes... et des demandes de prix. Alors, question de prix, il s'est aperçu qu'il s'en tirait mieux sur les tables de nuit par exemple que sur le reste. Il n'a plus fait que ça. Son voisin s'est spécialisé, lui, dans l'armoire et un autre s'est chargé du lit. Ne vous étonnez donc pas, si un jour vous entrez dans une cour ou un passage du faubourg, de la multitude des pancartes « spécialité de... ».

Il y a encore à cela une autre raison. Faire de la chambre et de la salle à manger en même temps, ça demande de la place, beaucoup de bois, beaucoup de compagnons. Dans le faubourg, deux cents mètres carrés, ça s'appelle une usine, et beaucoup de compagnons, dix par exemple, ça fait une grosse paie, beaucoup d'argent.

Donc si l'ébéniste monte le meuble, il ne fait que cela. Le débit, les moulures, la sculpture, le tournage, la marqueterie,l e vernissage même, sont exécutés par autant de spécialistes qui sont autant de petits patrons, employant une demi-douzaine d'ouvriers.

Tout ça se monte avec une poignée de sous. Ça vit au jour-le-jour. Au moindre anicroche, ça s'écroule. On y fait des faillites comme des petits pains ; les marchands de bois ont l'habitude, estiment très normal, de compter une moyenne de 20 % de « profits et pertes » et les casernes de pompiers du faubourg sont, entre toutes, les plus alertées... surtout en fin de mois.

Maintenant, comme dernier coup de brosse au tableau, voici ce que nous donne la statistique générale de 1926 pour l'ébénisterie parisienne, c'est-à-dire le faubourg :

2744 établissements classés, se décomposant comme suit:

68	sans aucun employé
1874	en comptant de 1 à 5
375	en comptant de 6 à 10
214	en comptant de 11 à 20
194	en comptant de 21 à 100
18	en comptant de 101 à 500
1	en comptant plus de 500

A cela il convient d'ajouter 1400 isolés que l'on n'a pu classer, des voltigeurs, ni patrons ni ouvriers que l'on appelle « choutiers ». Il faut donc les rattacher aux « 68 sans aucun employé » ; ce qui nous donne : 4.144 patrons pour 21.783 ouvriers. Moyenne : cinq compagnons par établissement.

Un « établissement »

Un « établissement »

Etablissement !! le français a de ces subtiles ironies... On entre dans un des établisseemnts de ce genre — le dernier où je travaillais par exemple — par une échelle de meunier. D'emblée, le pied engage la bagarre avec les lames d'un parquet agité de soubresauts hystériques. L'huis résiste, solidement arc-bouté par un tas de copeaux. Et voyez-vous ça... ça n'a l'air de rien et cependant le chef d'établissement y tient. Son syndicat protestait l'année dernière contre un article de loi relatif à l'ouverture des portes du dedans en dehors.

Notre industrie, disait-il, *est composée pour la majeure partie d'artisans qui travaillent dans les ateliers du vieux faubourg, et dans la plupart desquels il ne serait pas possible de faire des transformations...*

S'il fallait que l'industrie du meuble respecte cette loi telle qu'elle est conçue, il faudrait abattre et refaire le faubourg Saint-Antoine!

Est-ce assez pittoresque ? D'ailleurs l'ouverture des portes en dedans ne présente aucun danger, il n'y a jamais d'incendies que la nuit !

Enfin la porte est franchie. Un tas de montants, de traverses, est très savamment disposé, histoire de connaître vos facultés à éviter les croc-en-jambe ; quand vous êtes remis de vos émotions, une délicieuse odeur de colle, de fumée vous chatouille agréablement les narines, à condition de ne pas être enrhumé naturellement.

Les murs sont copieusement garnis de calques, de gabarits, de photos et de paletots... Les paletots des compagnons que des clous à bâteaux accueillent charitablement.

Un feu de bois couve paisiblement dans la sorbonne et vous dégage une de ces petites chaleurs...mais les fenêtres aux carreaux cassés se chargent de rétablir une bonne moyenne, l'hiver comme l'été.

Là-dedans, une demi-douzaine d'établis.

Ça fait bien quinze mètres de long sur six de large. En surface. En hauteur, c'est assez indéfinissable, le plafond se dérobe derrière une soupente chargée de planches, à laquelle sont accrochées les scies et une multitude de pendentifs que de fastidieuses araignées se sont complu à suspendre à quelques centimètres du crâne des occupants de l'établissement.

Pas d'arêtes vives. Tout est arrondi, fondu par une vénérable couche de poussière qui donne toutes les teintes de l'arc-en-ciel, le noir en plus.

Et de cette niche poussièreuse, par le couloir plein d'embûches, par l'échelle de meunier, on vous sortira des meubles splendides, rutilants, dont le prix d'un seul vaut bien une dizaine de fois la valeur de l'établissement.

N'exagérons rien, mais sur 4.000 ateliers du faubourg, il y en a au moins 3.000 dans ce goût là.

Maitre et compagnon

On n'y fabrique en général que le bon et le beau meuble. L'artisan jouit encore, et fort justement, de la renommée des ancêtres. Il a pu se spécialiser dans la fabrication d'un genre ou même seulement d'une pièce d'ameublement, il n'en a pas moins conservé les règles et les principes de jadis. Sans doute, la machine lui donne un sérieux coup de main. Sa scie à refendre, son rifflard, ses bouvets à moulures ont cédé le pas au ruban, à la raboteuse et à la toupie de la scierie à façon pour les opérations préliminaires, qu'il contrôle d'ailleurs jalousement, mais pour le reste, qu'il ajuste, qu'il plaque, qu'il assemble ou qu'il ponce, rien n'est changé. Il prend son meuble de bout en bout ; il l'exécute sans contrainte, et il s'en dégage, à son insu souvent, une impression de facture personnelle que le meuble standardisé, mécanisé, aussi bien traité qu'il soit, ne connaitra jamais.

L'artisan est libre — dans la façon de mener son travail bien entendu ; — conséquence : son compagnon l'est également. Ils le sont dans leurs rapports mutuels. Le patron d'aujourd'hui était hier le compagnon d'établi, il le sera peut-être encore demain. On ne connait pas la distance affectée, la froideur méprisante, la politesse obséquieuse de la grande boîte.

On entre, on sort, comme dans un moulin. On embauche par connaissance, autour d'une « chopine ». Pas de contrat ; « apporte tes clous », ça suffit. Mais l'exploitation de l'homme par l'homme n'y impose pas moins sa loi avec autant d'âpreté qu'ailleurs.

La morgue du patron de la grande boîte n'est qu'une question de pur formalisme ; on ne casse pas la croûte avec. Chez l'artisan, il faut travailler, et savoir travailler. Il est côte à côte avec son compagnon ; du premier coup d'œil il le juge. Et dame, le « sac », ou, si vous préférez, la rupture du contrat, s'accomplit sans plus de formalités que l'embauche : « ramasse tes clous ! ».

L'artisan n'a pas de carnet de commande. Ça vient au jour le jour. Si ça ne vient pas, il se réserve la dernière chambre, ou le dernier bahut ; chacun pour soi et dieu pour tous : le compagnon va à la pêche.

Le prix de revient est relativement facile à établir ; l'artisan connait son métier, en le pratiquant il a perfectionné et diminué les temps nécessaires à la production, et la concurrence très grande l'y a d'ailleurs obligé. La part de bénéfices réalisée sur chaque compagnon est donc sûre, et de beaucoup supérieure à celle des grosses maisons ! Un artisan vivant bien, et uniquement du travail de deux ouvriers, est chose courante dans le faubourg.

En somme, rationalisation naturelle, pas de garantie d'emploi, aucune sécurité, pas même d'assurance quelquefois — ça coûte trop cher — hygiène inconnue, paie assez souvent problématique. Tel est le lot du compagnon ! Malgré ça celui-ci n'aime guère la grande boîte, il lui préfère le petit « choutier » avec sa « liberté », ses lundis et ses « conduites au copain qu'a trouvé de l'embauche ».

Il faut que je vous conte ça. Dans tous les corps de métier de l'ameublement l'ouvrier travaille avec ses outils personnels. Ça s'explique, il n'y a pas tellement longtemps que les terrassiers prétendaient ne pouvoir travailler qu'avec leurs propres pelles ; aussi, lorsqu'il s'agit d'outils à biseaux qu'aucun compagnon n'affûte d'ailleurs de la même manière, la préférence se justifie d'autant mieux.

L'ébéniste est le mieux monté dans cette histoire. Quand il déménage il lui faut un coup de main. Les copains de la boîte qu'il quitte, ou de celle où il va entrer, se considèrent comme obligés de lui rendre ce service. Et je vous garantis qu'il est toujours bien rendu ! Natureliement autant de « tournées » que de convives et le reste de la journée est fichu, quand ce n'est pas le lendemain ! La foire aux jambons est la « bombe » rituelle et scrupuleusement respectée de l'ébéno depuis des temps immémoriaux; quant aux enterrements, ma foi, et un enterrement ça ne se manque pas, soyez persuadés que le chagrin est consciencieusement noyé !

Mais ceci est presque du domaine du passé. Le fisc est venu mettre de l'ordre dans l'embauche avec son impôt sur les salaires, les bénéfices commerciaux, les assurances sociales. La vie chère a porté un coup mortel aux chères escapades des disciples de Colas Breugnon.

L'âpreté de la lutte pour les moyens d'existence, les huit heures, la semaine anglaise, et aussi, pourquoi ne pas le dire, les besoins plus grands et les plaisirs plus sains des générations d'après guerre, tendent à la disparition de ces coutumes.

Qu'il le veuille ou non, l'ouvrier du faubourg est acheminé vers la grande maison, tout comme son patron à qui l'on passe la commande quand le carnet est trop chargé en devient le tributaire.

Autres temps, autres mœurs, le vieux faubourg ne sera bientôt plus !

Le nouveau faubourg
Charonne et la banlieue

Charonne était naguère un petit village de banlieue, dont il a d'ailleurs en maints endroits conservé l'aspect. Paris l'absorba en 1860 et en « cinq secs » les classiques goguettes ont débarrassé les douces pentes de la colline pour faire place aux usines.

De l'éventrement du vieux faubourg à l'exploitation des forêts coloniales

De 1878 à 98 la pioche du démolisseur a éventré le faubourg avec furie et c'est sous ses coups impitoyables que de nombreux artisans, sortant de leurs trous comme des rats pourchassés, ont grimpé sur la colline de Charonne, non sans oublier leur butin : de bonnes primes d'expropriation.

La prime d'expropriation a été le premier fonds du nouveau faubourg. Avec ça on a acheté des machines, construit de vraies usines et inauguré le travail de série par la transformation des poutres de démolition en Henri II de grande cavalerie, que Dufayel se chargeait de liquider sous la dénomination de « vieux chêne ».

Cette fabrication fut le propre de Charonne jusqu'à la guerre. Les Allemands, les Belges et les Luxembourgeois s'en chargeaient ; ils y avaient ajouté la chambre faux Louis XV, en faux noyer et un délicieux Louis XVI canaque qui se soumet assez

aux exigences de la machine, à l'exclusion toutefois des exigences du public.

Cette période a bien failli être fatale au meuble parisien. Le possesseur de la machine voulait à tout prix en tirer bénéfices et le genre de fabrication ne s'y prêtait pas. Les immenses besoins de l'après-guerre l'ont sauvé.

Les dix départements rasés ont réclamé des meubles, quels qu'ils soient.

Le bois sec ayant été englouti dans les boisages, les caillebotis, les crosses de fusil et les cercueils, on a alors tapé dans les formidables stocks de bois vert des usines d'aviation pour leur expédier de formidables stocks de caisses à œufs qui jutaient comme des pommes.

Ces meubles là ont bien duré six mois ! Il a fallu les remplacer, mais le client était devenu circonspect. Alors on a songé aux réserves des forêts coloniales : des sociétés puissantes se sont constituées pour les exploiter. Ça marche à coups de millions, les compagnies maritimes ont aménagé des navires spéciaux et consenti des tarifs particuliers.

Le commerce des bois coloniaux est devenu une source de profits sûrs. De vrais capitalistes y ont mis le nez, s'acheminant à grands pas vers le monopole de la matière et, par corrélation de cause à effet, on monte aussi des usines à coups de millions pour la transformer.

Charonne étant trop étroit, le terrain trop cher, l'octroi parisien trop exigeant, on a gagné la banlieue.

Les moyens découlent des besoins. Les besoins nouveaux ont fait le nouveau faubourg.

La machine et le « moderne »

Le patronat de ce faubourg n'a évidemment rien de commun avec celui de l'autre — est-il besoin de le dire ? Le bond qu'il a fait faire au mode et à la somme de production est formidable. La chaîne, a proprement parler, n'est certes pas encore appliquée, mais on y a divisé le travail dans des conditions telles que ça revient au même, quant au conséquences.

Le machinisme y est pratiqué dans son intégralité. Il n'y a pas, ou presque pas, d'opérations qui ne soient faites mécaniquement. Le compagnon de l'artisan met trois heures pour poncer un côté d'armoire, le manœuvre de la grande boîte en ponce 80 à l'heure avec sa machine. On vernit au pistolet. On perce des mortaises carrées d'un seul coup d'outil. Les côtés, les portes, les fonds, les panneaux sont montés par des manœuvres.

Des techniciens fixent les temps, car il y a des techniciens, des directeurs, des contremaîtres, des pointeaux et la pendule.

Bon dieu, qu'on est loin de la grève Kriéger contre la rentrée à la cloche, et des émeutes contre la scie circulaire à table en bois !

Le tournage, la sculpture sont produits par la machine. On a même lancé de la sculpture en pâte de bois moulée.

Et tout ça en moins d'une décade !

Mais il n'y a pas que la guerre et la machine à l'origine de ce nouveau faubourg. Il y a aussi les amateurs de la ligne droite, les cubistes et autres réalistes.

La machine n'aurait, en vérité, jamais pu s'étendre dans le meuble si l'on en était resté à la vogue des anciens styles. Les arcs brisés du gothique, les moulures et dégagements fouillis du Renaissance, les galbes élégants du Louis XIV et tous les styles jusqu'à et y compris l'Empire lui même, sont réfractaires à la mécanisation intégrale.

Le « moderne » est en revanche le type rêvé pour le faubourg 1930. Il caractérise d'ailleurs parfaitement l'époque, comme ses prédécesseurs ont caractérisé la leur.

Ici, la plume hésite. Il y a tant de lecteurs de ces lignes qui sont amateurs de la ligne droite, et puis... l'on affirme que le « moderne » est une Révolution !

Certes on est forcément pris dans le tourbillon des aspirations de son temps. On ne peut se refuser au côté pratique de ce genre, mais savez-vous que le moderne a irrémédiablement cassé les reins à quatre corporations ? Les sculpteurs, tourneurs, marqueteurs et ciseleurs sont réduits à la portion congrue des cochers de fiacre, avec une petite différence toutefois, c'est que les collignons ont disposé d'au moins un quart de siècle pour se retourner, tandis que le moderne s'est fait sa place en trois ans.

Le moderne c'est la vitesse personnifiée, stylisée ; c'est aussi la médiocrité camouflée par l'artifice gueulard. Enlevez-lui la limpidité de ses vernis que la chimie moderne lui applique au moyen de pulvérisateurs ; débarrassez-le de ses tons crus juxtaposés que seuls les placages de bois exotiques sont capables de produire, que reste-t-il ? Des planches. De vulgaires planches de bois blanc ou de contreplaqué... et, j'allais l'oublier, sa ligne, sa fameuse ligne droite.

Entre nous, il n'y a rien de nouveau sous le soleil. Les Grecs s'en sont servis, mais avec un peu plus de goût et un sens pour le moins aussi réaliste de son emploi.

Je sais... l'hygiène, l'économie de soins ménagers, l'adaptation à la cellule de l'architecture, l'économie du petit logement ! Tout n'est pas vrai et juste là-dedans. La vraie révolution serait précisément de faire du grand logement, et des livres dans une bibliothèque sont pour le moins autant à l'abri de la poussière que sur les planches d'un « Cosy » de studio ! Récriminer ne sert à rien. Le moderne est venu parce qu'il ne pouvait pas ne pas venir.

En dehors de toute considération artistique, il fallait un genre qui puisse se fabriquer entièrement à la machine ; d'autre part on n'avait plus de bois de pays pour faire du massif, les beaux bois exotiques ne peuvent s'employer qu'en de minces épaisseurs et se prêtent à d'admirables dessins naturels : d'une pierre deux coups, et même plus comme on a pu le voir par les conséquences déjà citées.

En somme le nouveau faubourg attendait son style, et ce dernier ne pouvait venir au monde sans lui.

Concentration... concentration...

Le meuble est traité en banlieue dans 656 maisons, se décomposant ainsi :

35 maisons sans aucun salarié
436 en comptant de 1 à 5
130 en comptant de 6 à 20
49 en comptant de 21 à 100
6 en comptant de 101 à 500

On compte quelques 500 patrons pour 6.500 ouvriers. La proportion comme on le voit n'est pas la même que dans le faubourg. Ces chiffres datent d'ailleurs de 1926, mais j'ai la conviction que depuis lors le nombre de petites maisons a diminué d'une façon considérable. A chaque crise il en est ainsi, il n'y a pas de raison pour que la crise actuelle ne produise pas les mêmes effets que les précédentes, et encore faut-il dire que ma documentation provient du bureau de la statistique générale et qu'il convient de ne s'y fier que modérément.

Une comparaison utile eut été sans doute d'établir la somme de production des deux faubourgs ; la différence doit être énorme, mais outre qu'il n'est pas possible de se procurer d'indications même approximatives — il n'existe pas de statistiques industrielles régionales — certaines observations qui ont été faites il y a deux ou trois ans sur la valeur des statistiques officielles, tout au moins dans notre industrie, inciteraient à la prudence. C'est ainsi par exemple que les exportations de meubles et sièges en bois courbé étaient indiquées par les statistiques officielles par les chiffres suivants :

1925 : 26.695 quintaux pour 28.507.000 fr.
1926 : 36.721 quintaux pour 50.235.000 fr.
1927 : 35.688 quintaux pour 70.006.000 fr.

Or, les fabricants de bois courbés français affirmaient, à l'énoncé de ces chiffres, pouvoir témoigner, comptabilités ouvertes à l'appui, que leurs exportations annuelles n'étaient pas même de l'ordre d'un million de francs !

A la même époque, les chambres syndicales patronales dénonçaient les fantaisies des statistiques en citant les chiffres officiels qui étaient donnés pour les exportations en Belgique : 18.175 quintaux de meubles français, alors que la Chambre de commerce française en Belgique établissait qu'il n'en était entré en réalité que 2.054 quintaux !

On excusera donc, et pour cause, l'absence de données statistiques si nécessaires pourtant dans les études de cette nature.

Par contre il est extrêmement facile d'examiner à fond la composition des éléments dirigeants du néo-faubourg.

A la base se trouvent les banques. Elles ont commencé par lancer des sociétés d'exploitations forestières coloniales. Il y a eu sans doute quelques culbutes, mais en définitive, comme elles touchent la corde sensible — mise en valeur des richesses nationales — elles ont réussi par asseoir sur des bases solides un commerce qui promet de beaux bénéfices.

Des campagnes de presse méthodiquement conduites ont abouti à l'emploi généralisé des bois exotiques ; des pressions formidables auprès des pouvoirs publics, par des procédés qu'il n'est pas besoin de développer ici, ont fait éliminer une multitude de petits soumissionnaires aux concessions domaniales métropolitaines, laissant en quelque sorte le monopole des bois de pays entre les mains d'éléments affiliés ou assujettis ; des lois sur le reboisement des forêts françaises ; la constitution de cartels pour les bois d'Europe centrale ; des tarifs préférentiels ; bref toute la gamme des opérations préliminaires à la trustification d'une matière première se déroulent actuellement.

On ne compte que quelques sociétés d'exploitation coloniale. Entre autres : la « Société d'importation des bois exotiques » ; la « Compagnie Sangha-Oubangui » ; l' « Indochine forestière » ; les « Etablissements Leroy, bois de Normandie et bois coloniaux réunis » ; « Compagnie Nantaise-Océan », et deux ou trois autres de moindre importance.

Il était hors de doute que la concentration du commerce de la matière première s'opérant à la base, sous l'autorité d'affairistes avertis, ne pouvait pas ne pas se prolonger dans le domaine de la transformation. C'est ce qui s'est produit pour les grosses maisons telles que les Mercier, les Schmidt, les Kriéger, Harié et tant d'autres qui sont devenues des sociétés anonymes, avec conseils d'administration, directions commerciales et directions techniques, marchant à pas de géant sur les traces des sociétés métallurgiques et textiles ; on commence même à coter leurs actions sur le marché des valeurs.

Les fabricants moyens sont réduits à la portion congrue en matière de débouchés ; quelques grosses boîtes se partagent les offres intéressantes. Les bois exotiques sont terriblement chers quand on les achète à la petite semaine.

En résumé, et pour conclure, contrairement au vieux faubourg, le néo-faubourg n'a rien d'original, sinon qu'on peut y suivre au jour le jour le processus de développement d'une industrie qui se concentre, se métamorphose et s'assimile les lois de production et d'exploitation modernes.

En fait, dans quelques décades, quand on parlera du meuble, on ne parlera plus du « faubourg ».

J. DE GROOTE.

"Soldats du prolétariat"

Ernest Mercier, Cie III/7
Edouard Reymond, Cie 1/7
Emile Hermann, Cie 1/7
Henri Thévenet, Cie III/13
Witold Perrelet, Cie obusiers 73
Jean Hiltbrunner, Cie III/10
Emile Curtet, Cie III/7
Edouard Pricat, Cie III/13
Adrien Guex, Cie III/13
Robert Beltrami, Cie 1/13
Daniel Panchaud, Cie 1/13
René Pansier, Cie II/10
Frédéric Huhrmann, tromp., bat. 10
Gustave Panchaud, Cie III/7
Léon Magnin, Cie II/7
Louis Bahler, Cie II/7
Jean Ruegg, Cie III/7
Henri Lenz, Cie I/13
Louis Jungo, Cie III/13
Ernest Murier, Cie III/13
Louis Vallotton, Cie III/13

soldats genevois arrêtés à la suite des manifestations de l' « assermentement ».

Une Chanson des Ouvriers de Reims en 1848

Cette chanson rémoise, dont le nom de l'auteur est inconnu, fut à Reims, en 1848, comme l'étincelle qui alluma la révolte.

Les ouvriers rémois prirent et mirent le feu à l'usine Croutelle, dans le faubourg Fléchambault; les ateliers de l'exploiteur Pradine, rue des Moulins, allaient subir le même sort, quand le directeur de l'usine, M. S. Dauphinot, le futur maire de Reims, vint au devant des insurgés: « Voici des marteaux, leur dit-il, brisez les moteurs, mais de grâce, ne mettez pas le feu à l'usine ! » Il fut fait comme il le demandait.

R. Gérard.

Air de la Marseillaise

I

Allons, fileurs, prenons courage,
L'heure de la vengeance est arrivée.
Brisons les fers de l'esclavage
Auxquels on veut nous livrer... (Bis)
Rallions-nous, classe ouvrière,
De l'honneur suivons le sentier;
Il faut briser les grands métiers,
Réduisons-les tous en poussière.

Refrain

II

Depuis dix années tout entières
Que notre état (1) *s'est propagé,*
Hélas ! combien avons-nous souffert !
Maintenant, que pouvons-nous manger ? (Bis)
Il nous faudra manger des pierres.
... Que cela est malheureux !
Mourir, l'on serait plus heureux,
Vivre en pareille misère.

Refrain

III

Il faut braver leur arrogance,
Combattre pour nos intérêts;
Il faut braver leur insolence,
A mourir soyons toujours prêts. (Bis)
C'est en mordant la poussière
Que nous pourrons redire encore:
Qui parmi nous craindra la mort,
Pour le bonheur de leurs frères ?

Refrain

IV

Nous l'avons vu, la fois dernière,
Avec leurs compliments flatteurs (2);
Ils ont calmé la ville entière
En nous prêchant notre bonheur... (Bis)
Maintenant, voyant l'hiver,
Ils s'assemblent pour nous punir;
Ils veulent nous anéantir.
Les voyez-vous lancer leur tonnerre (3) *!*

Refrain

V

Tremblez, filateurs téméraires,
L'ouvrier revendique ses droits.
Ils ont su braver la misère,
Ils sauront respecter les lois... (Bis)
Courbez vos fronts dans la poussière,
Vils bourreaux de la liberté;
Et craignez que l'égalité
Ne vienne régner sur la terre.

Refrain

Sur vos gardes, fileurs,
Prenons de l'action;
Marchons, marchons,
Plutôt la mort
Que la diminution.

(1) Le chômage.

(2) Les politiciens du Conseil municipal.
(3) Les nouveaux tarifs.

La guerre qu'on fait... et qu'on tait.

La 26me année de la guerre du Maroc

Au moment où le sénateur radical-socialiste et « pacifiste » Saint vient de rentrer au Maroc pour « assurer l'achèvement des opérations militaires » commencées l'hiver dernier, et où Herriot vient de sonder le gouvernement espagnol pour savoir si on ne pourrait pas étendre ces « opérations militaires » jusque dans le Rio de Oro, il n'est peut-être pas inutile de dresser le bilan de guerre de cette vingt-sixième année de la guerre marocaine; voici en effet 26 ans que les troupes françaises débarquaient à Casablanca, et depuis lors, la guerre, sur un point ou l'autre du Maroc, n'a point cessé.

Bilan qui est à vrai dire assez difficile à établir, car les zones d'opérations militaires, interdites aux civils, laissent difficilement échapper leurs secrets. On n'en sait que ce que les militaires veulent bien en laisser connaître.

Force nous est donc de nous en tenir à ce que disent les publications officieuses, en premier lieu le bulletin de ce « Comité de l'Afrique française », qui est l'un des agents les plus agissants de l'impérialisme français, mais qui est l'un des rares organes qui suivent d'assez près le développement des affaires d'Afrique.

UN FAIT D'ARMES MAGNIFIQUE : L'OCCUPATION DU TAFILALET

Le Tafilalet est situé dans l'extrême-sud marocain, nettement au sud du parallèle de Colomb Béchar. Il fait partie de cette série de plateaux, vallées, montagnes insoumises et désertiques qui séparent le sud algérien de la région sud du « Maroc utile ». C'est une oasis, une simple oasis « d'environ 20 kilom. de long sur 15 de large » précise l' « Afrique française » de février, ne dépassant que les dimensions d'un parc un peu vaste. Elle est extrêmement peuplée.

On y compte une centaine de *Ksours* (villages) environ qui réunissent un total de 80.000 (?) habitants. Ceux-ci *laborieux et pacifiques par nature* s'adonnent au commerce, à la culture des dattes et de l'orge et fournissent des contingents nombreux de travailleurs qui trouvent à s'employer dans le nord du Maroc au cours de la belle saison (1).

Le Tafilalet est donc un pays minuscule et peuplé des gens les plus doux. D'où vient donc la considération profonde que son nom seul inspire aux militaires ? Du simple fait que ceux-ci y ont reçu, voici 14 ans, une belle trempe. C'était en 1918, ils avaient occupé l'oasis sans coup férir, mais voilà qu'un beau jour elle se met en insurrection générale.

Il fallut, dit l'*Afrique française*, évacuer l'oasis après une série d'opérations *très dures*, conduites par le général Poeymirau, avec de *puissants moyens*.

(1) *Afrique française*. Février 32. C'est moi qui ai souligné.

Un siège en règle

Pour reconquérir le parc sablonneux où gisait « leur honneur », les militaires décidèrent de ne rien laisser au hasard. Dès 1929 ils commencèrent l'investissement de l'oasis par une ligne de petits postes et de fils de fer. Mieux, l'investissement fut poussé jusqu'à l'affamement.

La palmeraie du Tafilalet, écrit le premier journaliste qui soit entré dans l'oasis, est en fort mauvais état. En y entrant nous fûmes frappés de la quantité de terres en friche. Les palmiers, dit-on, sont malades. Mais le fléau dont est victime cette contrée, naguère encore très prospère, est heureusement d'ordre plutôt politique que naturel. L'eau manque, mais par suite de l'état de guerre et d'anarchie, non de l'inclémence du ciel. *On sait que nous avions dû détourner l'eau d'un des oueds auxquels le Tafilalet devait sa fécondité... Les puits et norias furent condamnés à l'immobilité et la terre frappée de sécheresse...*

Les pacifistes ne nous ont jamais parlé de çà !

On peut se faire une idée de ce qu'était jadis le Tafilalet, de ce qu'il reviendra, par les oasis du haut Ghéris qu'il nous fut donné de traverser... *Ils sont abondamment arrosés, bien plantés et bien cultivés.* Les arbres fruitiers, en particulier les figuiers, y prospèrent dans l'intervalle des palmiers: le blé, l'orge, les fèves, les carottes, les navets, la luzerne y occupent des carrés soigneusement entretenus et entourés de rigoles par où l'eau de l'oued, précieusement distribuée, arrose les terres (2).

Au jour J

Cependant, à la dévastation de la faim, vous n'auriez pas voulu que l'on ne fît pas succéder celle du fer.

Aussi, aux abords de l'oasis affamée veillaient, attendant l'attaque :

8 bataillons d'infanterie ;
4 compagnies montées de la Légion Etrangère ;
8 escadrons à cheval (Spahis et Légion Etrangère);
2 escadrons motorisés ;
3 groupes de batteries de 75 et de 155 ;
1 escadron d'auto-mitrailleuses ;
6 goums réguliers ;
groupes francs et maghzen ;
groupes de partisans ;
5 escadrilles d'avions.

Une véritable armée !!!

L'ensemble de ces éléments..., écrit le général Daugan, permettait d'investir, de fouiller, nettoyer et poursuivre tous les éléments hostiles réfugiés dans l'oasis (3)...

Ce brave général parle de poursuivre mais non de rattraper. Il est prudent, et avec raison. En effet, l'ensemble des fouilleurs, nettoyeurs et poursuiveurs fut incapable d'empêcher le chef de la défense, Belgacem, de franchir les lignes et de distancer les poursuivants !

C'est une de ces petites choses qui sont très sensibles au cœur des militaires !

Mais pour nous elles n'arrivent pas à détourner notre attention du tragique du massacre.

Il semble que ça a été du travail en règle, ignoble.

Le 15 janvier, à 7 heures, commençait la préparation effectuée par trois batteries d'artillerie de 75 de position et une section de 155... Les Ksours hors de portée pour nos canons

(2) *Afrique française*. Février 32.
(3) *Afrique française*. Avril 32.

sont bombardés et mitraillés par les avions des cinq escadrilles qui prolongent ainsi l'intervention de l'artillerie (4).

Puis c'est l'attaque, et, « au jour J+1 », tous les « objectifs sont atteints ». L'éléphant a écrasé une fourmi ! Une armée immense a conquis quelques arpents de sable. Tous les journalistes trouvent que c'est merveilleux (« c'est la revanche du désastre de 1918. Nous ne serons plus les vaincus du Tafilalet ! ») et les pacifistes sont contents : la civilisation est en marche !

EN MAURITANIE
13 combats et 260 tués

Passons maintenant en Mauritanie, cette région voisine de la colonie espagnole du Rio de Oro.

D'après l' « Afrique française » de septembre, en un an, du 1er septembre 31 au 1er septembre 32, « nous » n'avons pas livré en Mauritanie moins de treize combats. Vous vous souvenez du jeune Mac Mahon, mais il n'est pas seul à y avoir trouvé du fil à retordre : 3 officiers tués, 9 sous-officiers, 60 tirailleurs, 40 gardes et, chez « l'ennemi », 150 morts au moins. Si bien que la revue, presque officielle, conclut qu'il faut en finir, et fait remarquer qu'il ne saurait être question pour «nos» troupes d'un simple « droit de suite ». Il s'agit donc bien d'aller faire la guerre en territoire espagnol.

Et c'est sûrement une des raisons pour lesquelles Herriot s'est fait huer en Espagne.

LES « DROITS DE L'HOMME »

Enfin ! si le gouvernement de la République (Vive la Paix !) sait, comme on le voit, faire la guerre, la statistique qui suit permettra de constater combien il sait, dans les territoires « pacifiés », apporter aussi la Liberté !

Dans le Maroc « pacifié », dans le Maroc civil, voici le nombre des publications qui ont été successivement interdites depuis la guerre :

1914 : 3	1919 : 0	1924 : 4	1929 : 36
1915 : 7	1920 : 0	1925 : 12	1930 : 62
1916 : 9	1921 : 0	1926 : 4	1931 : 46
1917 : 7	1922 : 3	1927 : 32	1932
1918 : 1	1923 : 9	1928 : 36	(6 mois) : 26

Ainsi « le Maroc a dû fermer ses portes à plus de 300 publications » (5).

Et elle est jolie, hein ! la progression ?

J. P.

(4) *Afrique française*. Avril 32.
(5) *L'Afrique française*. Septembre 32.

L' « attaque imminente » contre l'U.R.S.S.

(suite)

Varsovie, 24 novembre. — M. Patec, ministre de Pologne à Moscou, et M. Litvinoff, ont procédé hier à la signature du traité de conciliation polono-russe, qui fait suite au pacte de non-agression signé le 25 juillet dernier.

Paris, 29 novembre. — Le pacte de non-agression franco-soviétique a été signé, à 17 heures, dans le cabinet du ministre des affaires étrangères, par M. Herriot, président du Conseil, ministre des affaires étrangères, pour la France, et par M. Dovgalewski, ambassadeur de l'U.R.S.S. à Paris, pour la Russie.

Parmi nos Lettres

Il n'y a pas eu « peur des coups » Charles Pivert nous adresse la lettre suivante :

Je lis dans la R. P. *du 25 novembre, l'extrait d'une lettre avec ce titre : la peur des coups. Les socialistes manifestant au Panthéon seraient des couillons qui se seraient laissés barboter un drapeau. Le camarade qui écrit les lignes citées ignore sans doute que c'est après la manifestation, alors que la camarade rentrait, le drapeau replié, qu'elle fut assaillie par une cinquantaine de camelots armés de cannes. Les socialistes ont si peur des coups, ils sont si nouilles, que le signataire de ces lignes, se trouvant seul à ce moment, a bondi au milieu de la camelote et s'il a reçu des coups, il en a donné, avec la canne qu'il a prise tout d'abord à un jeune disciple de Maurras.*

Félicitons-nous de l'explication apportée par Pivert à cet incident, qu'on peut qualifier, pour le moins, de « regrettable », et espérons que dorénavant les jeunesses socialistes sauront mieux organiser leurs « services de sécurité », afin de ne point laisser rentrer seule la camarade porteuse du drapeau, quand des bandes de camelots rôdent alentour.

Après la tuerie Une camarade de Genève à laquelle nous avions demandé un article sur le massacre de 9 novembre, s'excuse de ne pouvoir le faire, et ajoute :

Ce qui m'abat et m'attriste profondément en ce moment, c'est que pendant que le gouvernement tire sur la population et tue des ouvriers, les communistes ne trouvent rien de mieux à faire que de continuer leur campagne de calomnie, de dénigrement, de fourberie dans tous les milieux : syndicats, groupe espérantiste, etc. En ce moment tragique, on est contraint de mettre ses forces à lutter contre les communistes, dont la déloyauté dégoûte encore plus que celle des bourgeois, puisqu'elle est dirigée contre des camarades.

Hélas !

Le parti communiste allemand et les syndicats Un camarade nous écrit :

Il n'y a pas à s'étonner si le parti communiste n'a en Allemagne qu'une force purement électorale, les communistes allemands se tenant complètement à l'écart des syndicats. Voici, par exemple, quel est, à ce sujet, la situation en Allemagne centrale, dans le district très industriel de Halle-Merseburg, telle que la révèle le journal communiste Der bolschevistiche Kurs, *dans le compte-rendu qu'il donne d'une conférence régionale du partie tenue le 14 août :*

Le rapporteur déclare :

« A notre conférence actuelle il y a 170 délégués, dont 129 « membres de l'appareil du parti, qui n'adhèrent ni aux Syn- « dicats rouges (R.G.O.), ni aux Syndicats libres. C'est un « tableau très affligeant.

« La plupart de nos camarades ne sont organisés dans au- « cun syndicat (ni aux rouges, ni aux réformistes). Une en- « quête dans le district l'a établi et chaque jour nous en avons « de nouvelles preuves.

« Nous devons, par exemple, relever le fait que dans la « vallée inférieure du Geisl, 10 % des membres du parti sont « syndiqués, 90 % sont économiquement inorganisés...

« Un autre cas: A Radefeld, il y a 56 membres du parti; « 6 seulement appartiennent aux syndicats rouges; 22 sont « membres de l'Union du bâtiment. Dernièrement, les réfor- « mistes ont réussi à gagner les postes de commandement.

« A Zörbig, nous avons 70 membres du parti. Le Syndicat « rouge compte 9 membres et *le chef du Syndicat n'est pas « lui-même syndiqué*. Le parti l'a désigné pour diriger cette « organisation. »

L'augmentation de la productivité et les crises.

Un camarade algérien nous écrit :

Quelques observations sur la note économique de Louzon, parue dans la R. P. *du 25 octobre, relative aux crises:*

Il y est dit que l'augmentation de productivité augmente la pénurie de main-d'œuvre au lieu de la diminuer. C'est vrai au bout d'un certain temps, car la rationalisation est également soumise à la dialectique; mais l'effet immédiat est de libérer des ouvriers. Louzon le reconnaît un peu plus loin, puisqu'il écrit qu'en 1926-1927 on a paré au manque de main-d'œuvre en rationalisant à outrance !

Le calcul fait pour démontrer ce point de vue, ne met pas en évidence cet effet immédiat; et me paraît avoir un point faible: on dit qu'en dernière analyse les capitaux servent uniquement à payer des salaires. Dans le sens où on l'applique ce ne me paraît pas exact. Si l'on considère une période de production, les capitaux produits comprennent des moyens de production que les capitalistes s'achètent mutuellement. Dans le nouveau procès de production, ces moyens de production sont utilisés comme capital constant; ils correspondent bien à des salaires déjà payés, et à la plus-value correspondante, mais ils ne servent pas à payer de nouveaux salaires. Si donc ces nouveaux moyens de production, substitués en partie aux anciens, nécessitent moins d'ouvriers pour être mis en œuvre, il peut en résulter une libération de main-d'œuvre. Naturellement le coup de fouet donné à la production finit par provoquer une demande accrue de main-d'œuvre. C'est ce qui s'est produit en 1926 aux Etats-Unis: des ouvriers sont libérés par la rationalisation, ce n'est qu'en 1929 que la pénurie de main-d'œuvre se fait sentir.

Une objection à la théorie de Louzon sur les crises se présente immédiatement: si la pénurie de main-d'œuvre est la seule cause des crises, pourquoi la crise actuelle ne s'est-elle pas produit en 1926-27 alors que le chômage était réduit au minimum en Amérique ?

Comment se fait-il qu'en 1929 la rationalisation n'ait pu comme en 1926 donner un nouveau répit en libérant encore des ouvriers ?

Répondons brièvement sur chacun des points soulevés :

1° Il est exact que l'accroissement de productivité libère des ouvriers, mais elle ne les libère que **pour un instant**. Lorsqu'une usine procède à des installations qui permettent d'obtenir la même production avec un nombre moindre d'ouvriers, il est bien évident qu'elle débauche (et c'est ce fait qui est à l'origine de la croyance que l'accroissement de la productivité accroît le chômage), mais dès que le nouveau procédé de production est mis en marche, le capitaliste réalise davantage de plus-value sur chaque ouvrier, donc davantage de bénéfice ; ses bénéfices accrus vont lui servir à agrandir son affaire (ou d'autres), agrandissement qui fournira du travail à de nouveaux ouvriers (ceux qu'il a débauchés ou d'autres). Et comme toutes les entreprises n'augmentent pas leur productivité juste en même temps, il s'en suit que les ouvriers débauchés par l'entreprise qui augmente sa productivité peuvent trouver presqu'aussitôt à s'embaucher du fait des nouveaux capitaux provenant de l'augmentation de productivité d'entreprises qui ont déjà réalisé celle-ci quelque temps auparavant.

Ce chômage momentané ne peut donc durer un certain temps (mais toujours un temps relativement court) que dans le cas où l'augmentation de la productivité se produit presque simultanément dans toutes les entreprises. Or, cette simultanéité, ou quasi-simultanéité, semble s'être produite en 26-27, à l'époque de la grande mode de la rationalisation; d'où une légère augmentation du chômage en effet, à cette époque, mais légère et de courte durée, n'ayant rien de commun avec la situation actuelle.

2° Si ! l'argent qui sert à acheter des moyens de production sert bien à payer des salaires. Cet argent ne va pas rester en effet dans la poche des marchands de moyens de production qui les ont vendus, il va leur servir à continuer et même étendre leur production. Or pour produire, il faut avoir des ouvriers et les payer.

3° Pourquoi la crise ne s'est-elle pas produite en 1926-27, alors que le chômage était minimum ? (1). Cela découle de ce que je viens de dire au 1° ; par une augmentation générale et simultanée de la productivité (rationalisation) on est arrivé à ce moment à se reprocurer un peu de main d'œuvre, mais, quand en 1928-29 on est revenu à la même situation qu'en 26, on n'a plus pu employer le même procédé, parce qu'on n'augmente pas la productivité à volonté. Il faut, pour que cette augmentation soit possible, qu'il existe des moyens techniques qui le permettent. De 26 à 29 les découvertes techniques ne se sont pas instantanément accrues, or tout ce que la technique offrait de possibilités en 1926 pour accroître la productivité avait été appliquée intégralement alors ; trois ans plus tard, on n'avait pas d'autres moyens à sa disposition que ceux déjà appliqués ; on ne pouvait donc plus accroître la productivité.

Que nos nouveaux lecteurs ne tirent pas de tout ceci la conclusion que nous sommes pour la « rationalisation ». Nous avons combattu à fond la rationalisation dès ses débuts (voir la R. P. de 1928), alors que tout le monde chantait encore ses louanges, et nous n'avons pas changé d'avis. Mais il faut combattre le mal pour ses vices propres et non pour des défauts imaginaires. La « rationalisation » est l'organisation de la sur-exploitation de l'ouvrier; c'est pour cela qu'il faut la combattre, et non pour sa prétendue conséquence (la crise) dans laquelle elle n'est pour rien.

R. L.

---

(1) Profitons-en pour rectifier une erreur qui s'était glissée dans notre note. Les pourcentages de main-d'œuvre indiqués par Drechsel ne s'appliquent pas à la totalité de la main-d'œuvre existante, mais à celle employée en 1926.

Pour la renaissance du Syndicalisme

Un voyage de Cheminots en Allemagne

Le syndicat des cheminots de l'Etat, de Paris Rive Gauche, connu par ses initiatives dans le domaine de l'unité syndicale, s'est préoccupé, ces derniers mois, de la question du rapprochement franco-allemand. Pas un rapprochement à la bourgeoise, ne devant servir que les intérêts des industriels des deux côtés du Rhin; non, quelque chose d'autre: un rapprochement basé sur les forces ouvrières.

Que faut-il faire pour créer un tel rapprochement ?

Le prolétariat ne possède-t-il pas déjà des organisations internationales qui rapprochent les classes ouvrières de tous les pays ? N'est-ce pas suffisant ?

Non; l'ouvrier français ne connaît pas l'ouvrier allemand, l'ouvrier allemand ne connaît pas l'ouvrier français. Lors des réunions syndicales internationales ce ne sont que des permanents qui se rencontrent et non des militants de la base. Leurs rencontres ne contribuent pas à dissiper les préjugés chauvins qu'ont parfois les ouvriers, préjugés créés par la presse bourgeoise que beaucoup trop d'entre eux lisent encore chaque jour.

C'est en réfléchissant à ces choses que l'un des dirigeants de *Paris Rive gauche*, le camarade Cancouet, eut l'idée d'organiser une rencontre avec des cheminots allemands à Cologne. Projet qui, au premier abord, pouvait sembler téméraire à cause des difficultés qu'il fallait vaincre: la question financière, les participants, les passeports, la question des langues. On ne se laissa cependant pas rebuter et le 10 novembre, 100 cheminots, militants de la base, prenaient le train pour Cologne dans le but de faire connaissance avec des camarades cheminots allemands et de leur apporter, le jour de l'armistice, des messages de paix et de solidarité ouvrière.

J'ai participé à ce voyage de trois jours en qualité d'interprète. Il m'a semblé souvent que les camarades français découvraient l'Allemagne, celle que les journalistes des feuilles de boulevard ignorent, l'Allemagne ouvrière; l'Allemagne qui peine et qui souffre.

Je me rappellerai longtemps d'une discussion qui eut lieu lors de la visite de la grande gare de triage de Cologne, durant laquelle quelques camarades interpellèrent deux cheminots qui roulaient leur diable. Ce fut bientôt un débat, presque passionné, sur la question syndicale et les moyens de réaliser l'unité. Les gros yeux d'un surveillant ne purent rien y faire; la discussion ne voulait plus finir. On y parla aussi des salaires, de la guerre. Tous, français comme allemands, étaient avides de s'entendre, de se comprendre. Comme les images de guerre entre ces frères de travail semblaient alors lointaines...

En l'honneur des cheminots français, la « société pour la paix » et l'I.S.K. (ligue internationale des militants socialistes) de Cologne organisèrent une réunion pour discuter des moyens de lutte contre la guerre. On n'y fit pas de grands discours, mais on s'appliqua à faire des propositions concrètes. Un mineur de la Ruhr demanda que des échanges d'enfants fussent organisés, lors des vacances, entre camarades français et allemands, et que des démonstrations interfrontières fussent plus souvent arrangées. Le camarade Balluais parla de l'unité ouvrière, à réaliser par les syndicats, condition indispensable à une lutte effective contre la guerre. Il fit part de l'expérience des cheminots du Réseau Etat qui ont réalisé dernièrement en grande partie leur unité grâce au mot d'ordre de l'indépendance du syndicalisme à l'égard des partis politiques et des gouvernements. Le lendemain, Balluais insista encore sur ce sujet, à la manifestation des cheminots de Cologne. Lors de la traduction, plusieurs camarades allemands hochèrent la tête en signe d'acquiescement; ils pensaient sans doute à ce qu'avaient coûté aux syndicats allemands leurs rapports avec le parti social-démocrate.

Par contre, les camarades français eurent l'occasion de prendre chez leurs camarades allemands, une leçon d'organisation, lors de leur visite à la Maison du Peuple de Cologne, immense bâtiment dont pas une seule ville française ne possède d'analogue; ce fut également en apprenant le nombre de cheminots que groupait l'union régionale de Cologne; ce fut en visitant les pontons du club ouvrier nautique. On pouvait parfois lire sur leurs visages un certain effarement en voyant l'ampleur des réalisations matérielles des organisations ouvrières allemandes.

Les enfants d'ouvriers de Cologne se rappelleront aussi de la visite des camarades français: dans une petite salle de la Maison du Peuple quelques jouets leur furent remis. Ils nous chantèrent alors des chants parlant de la misère des enfants de prolétaires et de leurs espoirs en une société meilleure. « C'est extraordinaire comme les visages de ces petits sont convaincus », me disaient des camarades français en sortant.

Il y eut le départ; les mains se tendirent; ce furent des « au revoir » qui retentirent, car les cheminots de Cologne ont décidé de venir, eux, l'année prochaine à Paris.

Les résultats de ce voyage ?

Ce ne sont pas des résolutions sans fin, ni davantage des mots d'ordre ronflants; c'est une prise de contact entre des camarades de deux pays que l'on veut faire ennemis. Cette prise de contact, cette amitié naissante seront précieuses lorsque, de chaque côté du Rhin, un vent de panique soufflera. Les camarades se rappelleront, et cela suffira pour les faire réfléchir !

René BERTHOLET.

CHEZ LES INSTITUTEURS DU RHONE

L'Action directe contre la paperasserie

Le département du Rhône est un département pourri, en matière d'enseignement, par le favoritisme et l'arbitraire administratif.

Il est également le département où l'honneur révolutionnaire est le mieux sauvé. La répression y sévit, suscitant des résistances magnifiques. Après Laplace, Moulin, Isabelle Moulin et Mme Badet, voici de nouveaux militants brimés: Madeleine Forest, secrétaire du syndicat, et Jacquet, l'un des anciens du syndicalisme.

La révision de la carte scolaire a servi de prétexte à l'Académie de Lyon pour essayer d'enlever son jeune collaborateur à Jacquet. Cette manœuvre a échoué. Mais tout au long de la lutte, l'inspecteur Maillet a multiplié les vexations vis-à-vis de notre camarade. Jacquet l'a vertement remis en place.

L'inspecteur Maillet a été chassé de Saône-et-Loire à la suite d'un conflit avec la municipalité et les jeunesses socialistes de Montceau-les-Mines. Dans le Rhône, il s'est mis à l'œuvre aussitôt. Il passe sa rancune sur le personnel du Beaujolais en le brimant, en lui imposant des paperasses qui sont le fruit de son imagination à la Diafoirus. Car tel est le surnom qu'on a donné au grand benêt.

Passant à l'action directe, Jacquet a adressé une demande de renseignements à l'Inspecteur d'Académie Mathe. Ce dernier a trouvé Jacquet devant lui à plusieurs reprises. Il lui en veut. Il lui en veut surtout de ce que Jacquet, appartenant au groupe de l'*Appel syndicaliste*, est arrivé avec ses amis à sortir le *Syndicat national* de l'ornière de la collaboration. En guise de réponse à la demande de Jacquet, le sieur Mathe (tout comme jadis le vice-recteur Six) a adressé des insultes à notre camarade et des observations versées à son dossier.

Jacquet a protesté auprès du Ministre et saisi les organisations syndicales.

Jacquet est un des camarades qui ont le plus fait pour

l'unité syndicale. Nous sommes certains que la Fédération et le S.N. le soutiendront.

A cache-cache

SCÈNE I

Un orateur unitaire. — Camarades, nous nous refusons à rentrer dans la C.G.T. des Jouhaux, des Laurent, des Neumeyer, traîtres à la classe ouvrière, larbins du capitalisme et faiseurs d'antichambres ministérielles.

(*Vifs applaudissements*).

L'orateur unitaire, respire et continue:

L'union est indispensable à cette heure cruciale, nous appelons fraternellement tous les travailleurs à réaliser le front unique des unitaires, des confédérés et des inorganisés.

(*Vifs applaudissements*). *Cris:* Vive le front unique !

Un orateur confédéré. — Camarades, le front unique est une arme déloyale, une machine à plumer la volaille. Nous nous refusons à aller nous asseoir à la table des insulteurs aux gages de Moscou, à côté des diviseurs de la classe ouvrière.

(*Vifs applaudissements*).

L'orateur confédéré, enchaînant:

Et s'ils veulent l'union, les unitaires, qu'ils rentrent à la vieille C.G.T., où nous les attendons à bras ouverts pour réaliser l'unité syndicale.

(*Vifs applaudissements*). *Cris:* Vive l'unité syndicale ! *La salle devient houleuse. Les cris de Vive le Front Unique ! et de Vive l'Unité Syndicale ! alternent avec rage... On se menace du poing. On ne se frappe pas encore: ce sera pour la prochaine fois.*

SCÈNE II

Un payant unitaire. — Ah, camarade, comme nous sommes d'accord entre nous ! Si vous vouliez vous débarrasser de vos chefs...

Un payant confédéré. — Bien sûr, on s'en occupe. Mais les vôtres ont accumulé les gaffes; il faudrait vous en débarrasser aussi.

Le payant unitaire. — Tu as raison. Nous allons faire le front unique et nous choisirons des conducteurs nouveaux.

Le payant confédéré. — Ah non ! Vous allez rentrer dans nos gros syndicats et après, tous ensemble, nous chasserons Jouhaux et Cie.

Le payant unitaire. — Oui, mais si après on ne les chasse pas ?

Le payant confédéré. — Et si les chefs de ton front unique sont d'autres moscoutaires, repeints de frais ?

Ils se tournent le dos et ils s'en vont soucieux.

SCÈNE III

Herriot et Tardieu font la concentration. La pipe de l'un et le fume-cigarette de l'autre fraternisent: la fumée ne nous manquera pas.

B. GIAUFFRET.

EN PASSANT...

Escamotage

Les travailleurs municipaux parisiens — leurs deux syndicats, unitaire et confédéré, sont de force à peu près égale — ont tenu un meeting de front unique loyal, salle Bullier, le 30 novembre dernier.

Ce fut un succès. Tant mieux !

Tel n'est cependant pas l'avis des journalistes qui rédigent le *Peuple*. Dans le numéro du 1er décembre du quotidien confédéral, ils ont publié trente lignes hargneuses en guise de compte-rendu ; ils se sont bien gardés d'indiquer que l'assemblée avait été organisée en commun par les deux organisations, et ils n'ont pas soufflé mot des discours prononcés par les représentants unitaires.

Une organisation confédérée a, régulièrement et en pleine connaissance de cause, décidé de participer à une action commune avec l'organisation unitaire: comme cela ne plaît pas aux rédacteurs du *Peuple*, ces messieurs cachent le fait à leurs lecteurs. Très réussi comme escamotage !

Toutefois, les militants confédérés des municipaux parisiens — qui paient le *Peuple* — doivent la trouver mauvaise.

Publicité

Au temps de la lutte minoritaire dans la C.G.T.U., *l'Humanité* n'hésitait jamais à imprimer les pires calomnies sur les partisans de l'indépendance du syndicalisme; ceux-ci n'ont jamais pu obtenir l'insertion d'une ligne de réponse.

Or, tout récemment, le quotidien communiste a dans son compte-rendu de la Chambre, relaté les déclarations du député socialiste Albertin incriminant notamment à propos des fraudes fiscales, le gros marchand de meubles Lévitan.

Celui-ci envoya une rectification à *l'Humanité*.

Sans sourciller, *l'Humanité* publia la rectification de ce bourgeois, de cet exploiteur de Lévitan.

Ce qu'elle a toujours refusé à des militants syndicalistes, *l'Humanité* l'a accordé à un ennemi de classe.

La publicité fait de ces miracles.

La collusion avec la police

Quinze ans après Octobre, Trotsky le proscrit a traversé la France ; il allait faire une conférence à Copenhague.

Durant cette traversée, l'organisateur de l'armée rouge n'échappa pas une minute à la surveillance de la Sûreté générale, ce qui permit à *l'Humanité* de parler de la « collusion » des trotskystes français avec la police.

En fait de collusion avec la police — et sans la moindre allusion aux affaires Revoyre, Jany et Celor — ne pourrait-on pas poser à *l'Humanité* quelques questions indiscrètes dans le genre de celles-ci:

— *Est-il vrai* que Monjauvis, député communiste du 13e, se soit targué à la Chambre d'avoir pris *en commun avec la préfecture de police* les mesures d'organisation du meeting de compte-rendu d'Amsterdam à la salle Bullier ?

— *Est-il vrai* que Monjauvis se soit plaint de ce que la police n'ait pas tenu *l'engagement pris par elle d'en référer à lui avant de charger la foule ?*

Il paraît que l'on peut retrouver tout cela au *Journal Officiel*. Mince de collusion, alors !

« J'ai ma combine... »

Le maintien du « pur » Campiglia, au deuxième tour de l'élection législative partielle de Grenoble, a fait mordre la poussière au socialiste Martin. C'est le colonel Brocard qui a été élu au siège de Mistral.

Naturellement, le *Populaire* fulmine. Mais a-t-il pensé à l'étrange coïncidence que voici ?

Brocard était à Ivry l'adversaire de Thorez ; il le battit même en 1928, et il restait évidemment dangereux pour le secrétaire général du Parti communiste.

La tactique classe contre classe ayant fait regagner à Brocard, à Grenoble, le siège perdu ce printemps à Ivry, voilà mon Thorez débarassé de Brocard pour 1936...

Combine ?

Tout est possible avec le citoyen qui en 1922, lors des premières tentatives de bolchevisation du Parti communiste, disait à un opposant de l'époque:

— Tu as tort de protester publiquement. Fais comme moi. Laisse passer. Ça se tassera.

Ça s'est en effet « tassé » pour le cynique Thorez, et, soyez-en sûrs, le gaillard ira loin.

UN COCHON DE PAYANT.

Ami,
as-tu fait TON abonné ?

A travers les Revues

Europe (numéro de novembre) consacre les *Commentaires* de J. R. Bloch et les *Notes* de Jean Guéhenno au procès de l'objecteur de conscience Jacques Martin.

Guéhenno étale la misère de cette justice qui a à condamner pour sauvegarder l'Etat et qui condamne sans même chercher à trouver des raisons plausibles. « Avoir refusé de faire ses 21 jours : le maximum, soit 1 an ». Et elle pourrait ajouter : « A qui le tour de ces messieurs ? »

Evidemment, à ce tarif les amateurs manquent. Nous pourrions reconnaître que nous ne sommes pas des héros. Nous préférons — en troupe partisane — nous coaliser pour déprécier celui qui en est un. Et à l'abri derrière la loi d'un parti prendre des airs condescendants vis-à-vis du petit-bourgeois qui, tout seul, prend la route de la prison. Le révolutionnaire veut des actes d'un héroïsme plus haut et d'une efficacité plus certaine. En attendant il cotise, lit le journal du Parti et attend l'heure H que lui dicteront ses chefs.

J. R. Bloch situe avec une grande sûreté d'expression la valeur de l'acte individuel. Valeur morale. Valeur d'exemple. Tant pis pour les partis qui refusent de s'en saisir et qui ont fait de « la discipline la force principale des armées » comme disait notre vieux règlement militaire.

Jacques Dalbon dans *Mirages Africains* après avoir suivi le développement capitaliste colonial et montré en quoi la crise était inéluctable conclut en pensant au nègre. Comment ce cerveau primitif peut-il concevoir que l'arachide ou le caoutchouc qu'il fallait à toute force produire en 1926 ne vaut plus rien en 1932 ?

Enfin, une protestation en faveur de *Guilbeaux* dont le procès traîne ignoblement.

***

Les **Primaires** de novembre apportent la fin de l'étude d'Edward Sapir sur la langue internationale, dont nous avons parlé en octobre.

Après avoir examiné les possibilités de l'anglais, M. Sapir examine celles du français. Sa conclusion est que l'avenir appartient à une langue internationale artificielle. Il pense que les fondements de cette langue ont été jetés avec l'Espéranto et les autres langues auxiliaires; il en note les avantages au point de vue logique et au point de vue psychologique. Mais il ne pense pas que les langues créées à ce jour aient atteint tous les objectifs que doit se proposer une langue internationale. Pour lui, l'apparition de la langue internationale parfaite se fera graduellement. Il conclut:

Il serait extrêmement regrettable qu'un langage international, que ce soit l'Espéranto, ou l'anglais, ou une forme simplifiée de l'anglais, fût désormais considéré comme sacro-saint ou intangible. Toute solution du problème ne doit être considérée que comme une amorce de l'évolution graduelle, opérée à la lumière de l'expérience et avec le concours de toute l'humanité civilisée, d'une langue internationale qui sera aussi variée que n'importe laquelle des langues actuellement connues, beaucoup plus riche en possibilités créatrices et infiniment plus simple, plus régulière et plus logique.

Une telle conclusion me semble logique — même si des espérantistes doivent, une seconde fois, me qualifier de philistin ! On a été outré que j'écrive: « *le prolétariat créera sa langue à mesure qu'il grandira* » — car, l'Espéranto existant, plus rien n'est à créer en fait de langage !

Pour nous, nous savons que l'espéranto est un pas en avant, qu'il rend dès ce jour d'immenses services et qu'il est appelé à en rendre de bien plus grands dans un proche avenir, mais nous ne pouvons imaginer que la masse humaine dans son universalité: nègres, blancs et jaunes mêlés pourra, dans des siècles, se contenter de l'évangile linguistique du Dr Zamenhof !

C'est une étrange infirmité de l'esprit que de se refuser à voir que sur tous les plans, tout ce que nous concevons sera dépassé. Et fichtre ! il y a la vie qui continue et qui sans cesse bouscule toutes les formes, économiques, sociales, culturelles, en laquelle notre égocentrisme voudrait la figer.

B. GIAUFFRET.

A travers les Livres

Ferdinand Fried : LA FIN DU CAPITALISME. Traduit de l'allemand. (Grasset).

J'aurais mis un sous-titre à l'édition française: « La fin du Capitalisme, ou l'Hitlérisme expliqué ». L'ouvrage se propose en effet d'exposer la philosophie de la marée hitlérienne, ou plutôt d'en inventer une... Mais le but n'est pas atteint. L'incohérent ne se laisse pas coordonner et après ces 300 pages je ne suis pas plus avancé qu'après les simples rodomontades électorales contre le « mauvais capitalisme », contre le « marxisme », mais pour le « socialisme ».

Une confusion extraordinaire règne de bout en bout du livre. Aucun terme fondamental n'a un sens rigoureux et précisé. Même le « *Capitalisme* » dont on prétend démontrer la fin, on déclare dès le début ne pas savoir ce que c'est: « *Personne ne sait plus ce que c'est que le capital* ». Pardon ! Nous le savons, nous. Le capital est la forme de propriété qui permet l'exploitation de l'homme par l'homme dans des rapports sociaux d'égalité et de liberté. Cette notion essentielle d'exploitation de l'homme n'est formulée en aucun point de l'ouvrage. Pour l'auteur — ou plutôt les auteurs, car le pseudonyme cache un groupe — « capital » semble signifier tout simplement richesse. Si bien qu'ils ne parlent pas d'exploiteurs et d'exploités mais de riches et de pauvres. Avec une telle base on ne pourrait arriver, au meilleur cas, qu'à un socialisme évangélique. Mais ils n'y arrivent même pas, se contentant de rouspéter contre les réparations, qui n'ont rien à voir à la question, et concluent d'un grand cri: « *Prolétaires de tous les pays, séparez-vous !* »

Voici les principales affirmations du livre:

1° L'ère des inventions est close (!!). La technique est stabilisée et le restera. La production se bureaucratise. Elle n'a donc plus rien à attendre de l'individualisme. Au contraire, une direction étatique lui convient mieux.

2° La crise actuelle n'est pas une crise comme les autres. Les autres étaient cycliques. Celle-ci, non. (sans démonstration, naturellement). Elle ne pourra aller qu'en empirant. Jusqu'à la désorganisation totale ou jusqu'à la victoire du capitalisme étatique et national.

3° Le maintien des réparations est la mort de l'Allemagne. (La démonstration s'étend sur des pages et des pages, mais je n'ai pas besoin de vous la résumer, car vous en trouvez actuellement les arguments dans la presse française, à propos des dettes à l'Amérique).

4° Dans la catastrophe où sombre actuellement le capitalisme, l'Etat est partout obligé d'intervenir pour protéger les industries nationales. Principalement par des droits de douane. C'est donc la fin du vieux rêve libéral d'une *économie mondiale*. Et l'avenir ne peut être que la division de la planète en domaines économiques étanches, en quelques *autarchies* économiques du type russe. (Car il est tout naturel que le « national-socialisme » se pâme d'admiration devant le « socialisme dans un seul pays »). L'une de ces autarchies sera, naturellement, le « groupe russe». Quant à la deuxième, ranimant le vieux rêve pangermain, elle ira de l'Inde à la Baltique par la Perse, la Turquie, les Balkans et la Mittel Europa.

Il paraît que le livre connaît le plus grand succès en Allemagne... Pauvre Allemagne, qui as produit Karl Marx et qui te repais maintenant de telle pâtée pour écervelés !

J. P.

FAITS & DOCUMENTS

Les conflits hindous-musulmans voulus par l'Angleterre

On se rappelle les sanglants conflits qui mirent aux prises, à Bombay, au printemps dernier, hindous et musulmans. Bien que ces faits soient déjà anciens, comme c'est de la question des rapports entre hindous et musulmans que dépend pour une très large part le succès de la lutte pour l'indépendance de l'Inde, nous croyons utile de reproduire, d'après le **Bulletin d'informations du Groupe d'Etudes internationales,** les documents ci-après, tous écrits par des témoins oculaires.

Voici d'abord le début d'une lettre de Bombay du 25 mai :

L'opinion publique a été profondément remuée par le scandale de ces émeutes, et aujourd'hui on dit ouvertement: « Voilà le fruit de la politique anglaise: diviser pour régner ». Le zèle que mettent les journaux anglais à accueillir les nouvelles de ces émeutes comme autant de preuves de notre inaptitude à l'indépendance ne fait que renforcer cette opinion générale.

Nous attirons l'attention sur ces quelques points significatifs:

Il n'y a eu, pendant ces cinq mois, dans tout le pays, aucun fait de guerre civile qui vaille d'être rapporté, bien qu'il y ait eu le célèbre festival musulman de Bakai id, et le festival hindou « Holi », et même, au cours de ce festival Mohurram, il n'y a pas eu le plus léger trouble dans l'Inde, sauf dans la ville de Bombay.

Bombay, qui s'est toujours enorgueillie d'être une ville cosmopolite où les querelles intestines sont le moins à craindre, vient d'être le théâtre d'une affreuse émeute.

On peut résumer ainsi la suite des faits dont elle fut la conséquence:

Au début de la campagne de Désobéissance civile actuelle, le Congrès a voté une résolution pour le boycottage de tous les produits britanniques. C'est à Bombay que ce boycottage a été le plus efficace. Le gouvernement et les organisations commerciales européennes de Bombay ont fait leur possible pour arrêter ce boycottage mais sans succès. Les mesures de répression ont été plus sérieuses à Bombay que partout ailleurs, particulièrement contre la communauté commerciale indienne.

Il y a environ deux mois une ou deux maisons musulmanes se sont mises à faire le commerce des produits anglais boycottés. Cela amena le Congrès à mettre sur la liste des boycottées une de ces maisons musulmanes. J'insiste pour que ceci soit clairement compris, puisque des maisons hindoues avaient déjà, à un moment ou à un autre, été signalées sur la liste des boycottés pour des raisons analogues.

Après cela, Maulana Shaukat Ali s'est mis à faire des discours furieux, menaçant Bombay d'une émeute si le nom de cette maison musulmane n'était pas biffé de la liste des maisons boycottées, et il alla même jusqu'à écrire une *Lettre ouverte à Madame Naidu*, qui était alors présidente effective du Congrès, réitérant ses menaces de graves désordres. Depuis lors, il a continué à écrire et à parler en ce sens, nullement inquiété par le gouvernement.

Quand survinrent, le 14 mai, les troubles annoncés, les autorités se comportèrent comme si elles n'y étaient pas préparées. Bien qu'il y ait eu le premier jour 4 tués et 96 blessés, aucune mesure vraiment sérieuse ne fut prise contre les émeutiers.

Les troubles s'aggravèrent rapidement et il y eut:

	Tués	Blessés
samedi	4	96
dimanche	29	346
lundi	31	400
mardi	30	321

Pourtant les mesures sérieuses furent encore retardées, malgré la pression continuelle qu'exerçaient sur le gouvernement un grand nombre de citoyens responsables. La presse — y compris même le *Times of India* — a fait remarquer combien la méthode des autorités était dilatoire.

C'est seulement le mercredi soir qu'on a commencé à poursuivre systématiquement les émeutiers, après que le nombre des victimes eût atteint les chiffres suivants:

Tués:	Hindous	83
	Musulmans	40
	Total	123
Blessés:	Hindous	755
	Musulmans	692
	Total	1.447

***

Voici maintenant des extraits d'un journal tenu par un hindou chrétien, sur ce qu'il voyait de chez lui :

14 MAI 1932. — SAMEDI.

... Des boutiquiers musulmans du Bazar, leurs employés, et d'autres Musulmans décents, se tiennent dans les rues, et veillent dans le but de guider et de protéger les Hindous, faisant en somme l'ouvrage pour lequel le peuple paie la police, et compte sur elle, en pareilles circonstances. Par exemple, des hommes et des dames hindoues furent sortis d'une victoria par des Musulmans du Bazar et gardés dans le magasin qui fait suite au Meherally et Cº. Une heure ou deux après, ils furent escortés jusqu'à leur destination par cinq ou six Musulmans.

Un charretier hindou arriva avec sa charrette chargée de bagages et de deux ou trois pauvres coolies musulmans. En face de notre maison, les Musulmans du Bazar arrêtèrent la charrette et renvoyèrent le conducteur hindou, tandis que l'un des Musulmans pauvres conduisait la charrette à destination. A les regarder, il apparaît clairement que ces Musulmans pauvres n'avaient aucune querelle avec les Hindous et vivaient comme auparavant en bonne amitié. Tous les Musulmans pauvres ne sont certes pas coupables de ces sottes batailles. Les volontaires du Califat et quelques émeutiers de profession semblent être le noyau de l'armée musulmane, d'autres se joignant à eux pour le plaisir, ou entraînés par la contagion.

L'absence complète de police, tandis que tant de dangereux émeutiers parcourent les rues en hurlant, essayant d'entraîner les autres au combat, est vraiment de mauvais augure.

En deux heures, si le Gouvernement le voulait, le calme serait rétabli. Ayant vu de mes yeux, j'ai maintenant plus d'espoir que jamais en l'unité hindoue-musulmane.

.. ..

conflits entre Hindous et Musulmans. Après cette carence du Gouvernement dont je suis témoin, j'incline à le croire...

2 *h.* 30. — 400 hommes reviennent de l'enterrement, escortés par 7 agents de police, les premiers que je vois...

2 *h.* 40. — Des camions d'hommes armés, des centaines de Musulmans misérablement vêtus, très surexcités, occupent la rue... La police est absente. Etc., etc...

***

Et enfin, une autre lettre de Bombay du 12 juin :

Bien que la police ait enfin agi à partir du mercredi soir 18 mai, elle ne mit pas fin aux émeutes, puisque, aux 153 tués et aux 1.680 blessés de la première semaine, il faut ajouter jusqu'au 12 juin: 16 tués et 257 blessés.

Cela est dû en partie aux peines très légères qu'ont eues les émeutiers. La liste comparée des peines infligées aux partisans du Mouvement de Désobéissance civile et des peines infligées aux émeutiers de Bombay est éloquente à cet égard.

Tandis qu'un Pathan, arrêté porteur d'un énorme poignard et d'un bâton, a une amende de 10 roupies, un garçon de 14 ans, qui a « piqueté » un bureau de poste de Bombay, est condamné à trois ans de détention dans un pénitencier. Un colporteur, transportant une petite voiture de couteaux très meurtriers, a une amende de 50 roupies, avec confiscation des couteaux, tandis que le président de la Chambre de Commerce de Sholapur, pour ne pas s'être présenté à la police, est condamné à dix-huit mois d'emprisonnement rigoureux et à une amende de 20.000 roupies. La différence de traitement est significative.

ENTRE NOUS

La police d'Alger contre les amis de la R. P.

Notre groupe d'Alger des « amis de la Révolution Prolétarienne *» avait décidé de se réunir le 16 du mois dernier pour discuter de la question de la guerre. Une salle avait été régulièrement retenue dans le sous-sol d'une brasserie, mais quand nos amis s'y présentèrent, le patron refusa de la donner, sous le classique prétexte qu'elle était occupée... La police avait passé par là.*

Sans s'émouvoir, nos camarades s'établirent, au lieu du sous-sol, en pleine terrasse, et y dirent, aux oreilles des passants, ce qu'ils se proposaient de dire entre eux. Parmi les plus attentifs des « passants » figurait un nombre assez coquet de policiers, en tenue et en civil...

Telle est la liberté de réunion, sous le règne du « rrépublicain » Herriot: exactement la même que sous le « réactionnaire » Tardieu.

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Lucie Colliard (Seine), 100; Jean Chaneaux (Jura), 100; Mme et M. Weil (Paris), 100 fr.

Total: 300 francs.

SOUSCRIPTIONS DE NOVEMBRE

Rivet (Loire), 10; Gauzy (Gard), 20; Pétrus Faure (Loire), 20; Albert Pelletier (Paris), 15; Poussif (Paris), 2; Philippon (Cher), 10; Maleysson (Hte-Loire), 10; Georges Pelletier (Paris), 10; Kéraudy (Seine), 10; Réchou (Somme), 10; Coffin (Oise), 5; Crouzet (Paris), 10; Fronty (Seine), 10 fr.

Total: 142 francs.

LE GÉRANT : M. CHAMBELLAND.
IMPRIMERIE CRUVÈS ET VINCENT
83, RUE D'ANTIBES - CANNES.

Concours des Départements

NOUVEAUX ABONNÉS DE NOVEMBRE

Paris, 3; Seine, 3; Ain, 1; Allier, 1; Cantal, 1; Eure, 1; Loire, 3; Rhône, 2; Seine-Inf., 1; Vaucluse, 1; Belgique, 2.

Total: 19.

CLASSEMENT GÉNÉRAL

Paris, 8; Alpes-Maritimes, 5; Seine, 4; Rhône, 4; Loire, 3; Seine-Inf., 3; Seine-et-Oise, 2; Alger, 2; Ardèche, 2; Corrèze, 1; Gironde, 1; Hte-Garonne, 1; Loir-et-Cher, 1; Ain, 1; Allier, 1; Cantal, 1; Eure, 1; Vaucluse, 1; Belgique, 2; Espagne, 1.

***

Ainsi, 19 abonnements en 1 mois !

C'est comme j'ai l'honneur de vous le dire!

Même pas un par jour !

Et pourtant la R. P. a, sur son millier d'abonnés PLUSIEURS CENTAINES D'AMIS *qui lui écrivent, qui la soutiennent de leurs souscriptions. Alors, que font ces centaines d'amis ?...*

Sans doute, comptent-ils sur le voisin... comme le voisin compte sur eux.

Nous leurs demandons à tous de rechercher PERSONNELLEMENT *un abonné. C'est difficile ? Ce copain qui en 1 mois et demi sans sortir de sa ville et presque de sa corporation a amené 6 abonnés nouveaux pourrait prétendre que ce n'est pas si difficile que ça !*

A CONDITION D'ESSAYER !

Il n'y a qu'une objection sérieuse: LE PRIX DE L'ABONNEMENT.

40 francs par an, c'est cher, même pour 24 numéros de 20 pages. Nous le savons. Mais à ce prix élevé il y avait deux raisons: une, la faiblesse du tirage — l'autre l'impression à Paris qui était très onéreuse.

La R. P. *a pu, grâce aux circonstances, être imprimée avec régularité n'est-ce pas, en province. D'où baisse du prix de revient.*

Alors pourquoi le prix de l'abonnement n'a-t-il pas baissé ?

Parce qu'il y avait des dettes. Il y en a encore: on les rembourse mois par mois et de ce côté on commence seulement à respirer.

Si bien qu'au début de 1933 « le noyau », aura a décider si l'on peut baisser le prix de l'abonnement.

Mais de combien pourra-t-il le baisser ? Il le saura après son bilan. Un bilan — argent d'abord, un bilan — abonnés ensuite, et un bilan-espérances, si je puis dire. Le bilan-argent, plus ou moins, c'est encore des dettes. Le bilan-abonné, plus ou moins, c'est le millier.

Le bilan-espérances c'est la vigueur de votre réponse à cette campagne d'abonnements qui l'apportera.

Ne dites pas: « J'attends la baisse pour chercher mon abonné ». *Cherchez le tout de suite — un abonné de 3 mois simplement (3 mois: 10 francs); ainsi vous contribuerez à donner à votre Revue l'élan qu'il lui faut à cette heure.*

TOUT DE SUITE: RÉFLÉCHISSEZ !

Cherchez TROIS *noms: passez en revue les syndicalistes qui vous entourent, les révolutionnaires qui ruent dans les brancards de leur parti hiérarchisé, faites le tour de votre corporation, de votre ville. Vous avez trouvé 3 possibles. C'est bien.*

Tout de suite encore dites-vous où vous verrez ces copains, comment vous aborderez la question (mettez la R.P. *dans la poche) — et votre plan fait, essayez une, deux, trois fois, au plus tôt.*

Si en trois coups bien réfléchis vous n'avez pas une réussite, nous serons tout à fait surpris.

Amis, si vous la voulez, ce n'est pas 19 abonnés qu'apportera décembre !

Est-ce l'heure d'avoir une solide revue ouvrière révolutionnaire ?

Répondez, camarades !

Téléphone
Combat 08-02
R. C. 235.494 B

Chèque postal
PARIS
N° 43-08

MAGDELEINE PAZ

Vue sur l'Amérique

L'AFFAIRE MOONEY - BILLINGS
LE LYNCHAGE DE SCOTTSBORO
LE DRAME DE HARLAN

Brochure de 67 pages

Prix ..... 1 fr.

Un Testament Politique

FERNAND LORIOT

Les problèmes de la Révolution Prolétarienne

Brochure de 72 pages

Prix ..... 3 francs

POUR LA PROPAGANDE :

5 exemplaires ..... 10 francs
10 exemplaires ..... 20 francs

Envoyé franco contre mandat-chèque adressé
à la Librairie du Travail, 17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris. Ch. Postaux N° 43-08.
ou à la « Révolution Prolétarienne », 54, rue du Château d'Eau, Paris. Ch. Postaux N° 734-99.

Faite pour le peuple par des enfants du peuple

LES PRIMAIRES

Revue de culture populaire
de littérature et d'art

36 Rue Ernest Renan ISSY-LES-MOULINEAUX

Primaires ! oui, nous le sommes ! Ce mot, dont on a voulu faire une insulte, nous le relevons comme un défi

Qu'importe que le peuple gouverne, si c'est un peuple aveugle et borné ? C'est pourquoi le problème de la culture des masses domine tous les autres. Mais, en dehors de l'école primaire, on n'a rien fait pour sa solution. Et savoir lire ne suffit pas. En apprenant à lire, le peuple s'est formé un nouvel instrument d'esclavage, puisqu'il s'est assujetti à la presse servile des gouvernants. Faut-il donc qu'il désapprenne ? — Non, le remède est dans le perfectionnement du savoir, non dans sa disparition. Mais il est bien difficile de se cultiver seul, loin des secours et des concours que les bourgeois ont à leur disposition. La Revue « Les Primaires », fondée et forgée tout exprès pour vous sera votre guide et votre instrument de culture, si vous l'aidez à vivre et à se développer. Lisez et faites lire « Les Primaires ».

Un an : **30** fr. Six mois : **18** fr.

Envoi gratuit d'un numéro specimen sur demande.

Editions de l'ÉGLANTINE
32, rue de Grenelle, 32 — PARIS (VII)

Pour NOEL...
Pour les Etrennes...

des livres d'enfants sans bourrage de crânes

LE ROMAN DU RENARD, avec illustrations du XVIe siècle..	**12** fr.	»
GULLIVER A LILLIPUT, d'après Swift	**5** fr.	»
ROBINSON CRUSOE, d'après De Foë	**6** fr.	**50**
FAH L'ENFANT, par Constant Burniaux	**7** fr.	»

Demandez notre catalogue gratuit qui comprend un grand choix d'ouvrages illustrés pour la jeunesse ouvrière.

Éditions de L'ÉGLANTINE